

la Gueule ouverte

LE DEVOIR
DE
DES OBEIR
Page 13

n°138 mercredi 29 décembre 1976 - suisse 3 FS hebdomadaire d'écologie politique canada 1,75 \$ - belgique 49 FB - france 5F

ÉCOLOGIE ET ELECTIONS:

ça grenouille dans les partis

1977 : année des élections municipales, année-test pour la droite qui s'essouffle à contenir le rush victorieux de la gauche vers les auges du pouvoir. En 77, on entendra beaucoup parler d'écologie et les bonnes fées des partis politiques vont se pencher amoureuxment sur nos berceaux. C'est que le score parisien de Brice Lalonde (7 %) a donné des idées à la classe politique. 7 %, bigre, ça ne se refuse pas quand les élections se jouent au demi pour cent ! Giscard, Chirac, Lecanuet, nous ont déjà avertis : ils étaient écologistes que nous n'étions pas nés. L'écologie ! Ils ne pensent qu'à ça, qu'à nous édifier des villes sans béton, des cités humaines, des squares fleuris et tout le tra-la-la. Quel dommage que ces hommes au pouvoir depuis vingt ans aient systématiquement fait le contraire, nous enfermant dans un monde froid et minéral, nucléaire et dissuasif. Ils auront du mal à nous convaincre de leur sincérité. Mais le plus cocasse de cette bande de pitres, c'est encore d'Ornano, ministre de l'Industrie nucléaire, qui veut être maire de Paris, qui veut faire de Paris un jardin des délices et qui construit une centrale à Nogent, sur la nappe phréatique de la capitale...

Du côté de la gauche, la récupération des voix écologiques chemine par les mêmes sentiers. On se proclame défenseur du cadre de vie, sentinelle de l'environnement. Mais le programme commun est un hymne technique à la gloire du progressisme myope. Quelques individus, notamment au PS, sont sincères. Mais les « chefs historiques », Mitterrand, Mauroy, Hernu, Rocard ne sont que des badernes affamées de pouvoir qui nous enfermeront dans un goulag mécanique, technologique et bureaucratique.

Faut-il mettre tous ces gugusses dans le même panier ?

Françoise Danam a courageusement entrepris une grande enquête parmi eux. Aujourd'hui, Philippe Saint Marc (page 5).



JAPON: la bataille de Sanrizuka

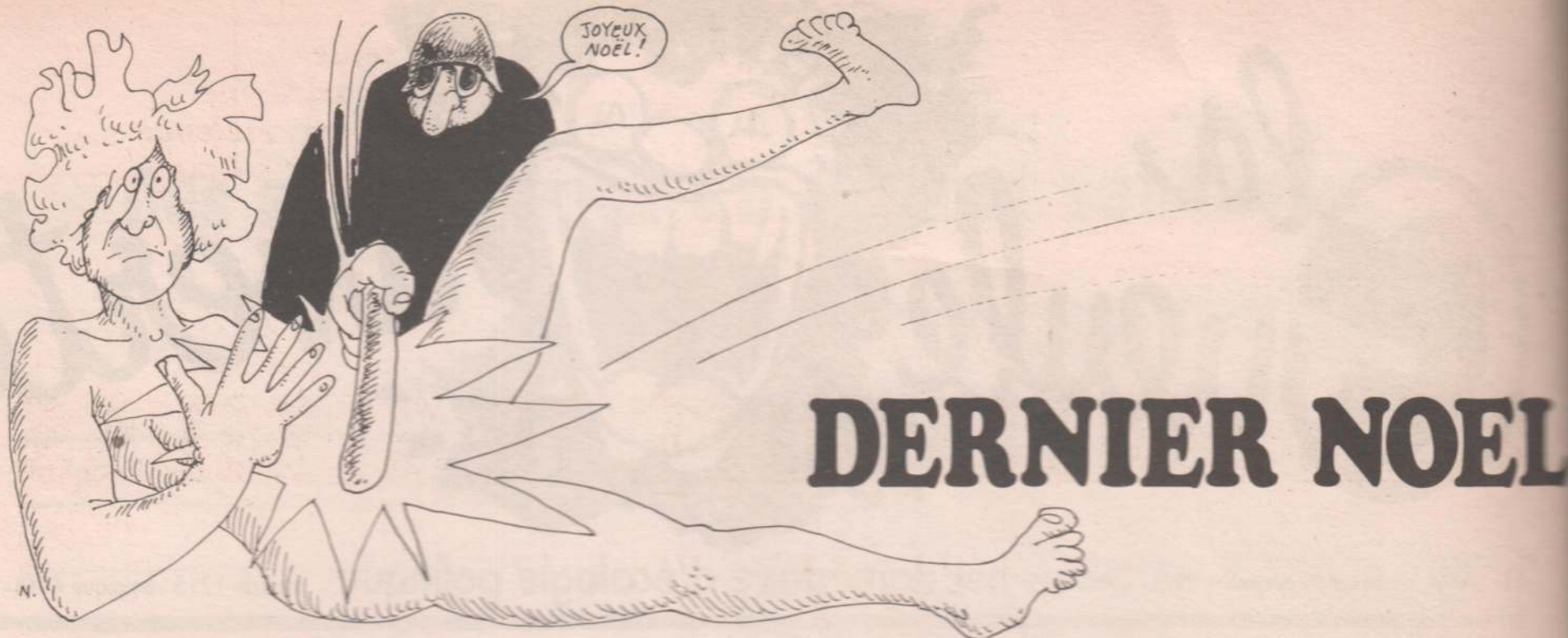
page 14-15



CONTRE L'AMOUR:

La Révolution Amoureuse

page 10-11



Le petit Jésus des Lilas a eu une sacrée surprise cette année. En fait de cadeau, tiens, les rois mages, ils ont déposé le bilan. Choisisent bien leur moment, ceux-là, pour déclarer l'établissement en faillite. Mais les petits mecs et les petites nanas nouvellement nés, avec leurs papas, leurs mamans, leurs sages-femmes et leurs médecins, n'ont pas l'intention de se laisser mettre à la rue comme ça. En guise de carillon, c'est le ronronnement des rotatives ; en guise de procession, une délégation auprès des pouvoirs publics ; et pour ce qui est des prières, du recueillement et tout le reste, on les a remplacés par la chaude ambiance des moments-privilegiés-de-la-révolution. Dans les couloirs, dans les chambres, on discute ferme, on improvise une conférence de presse d'un genre nouveau dans un coin, on échafaude la stratégie tant que ça peut. Bref, on se mobilise.

AUX « Lilas », on se mobilise en douceur : le ventre rond des dames, les bonnes joues des gosses et les braves pommes des hommes font que le militantisme, dans une maternité, ce ne peut pas être tout à fait comme ailleurs. On est tout ému, on se sent tout couillon. Les gazouillis des bébés sont si proches. C'est aussi chouette qu'une usine un jour de grève, avec en plus le sentiment partagé qu'on défend une cause pas comme les autres, vitale, humaine : le droit au bien-naitre. Le charme discret de la maternité des Lilas tient à ce qu'on pratique la fameuse naissance sans violence, qu'il y a un consensus entre les personnels et les usagers pour accueillir l'enfant dans les meilleures conditions possibles pour que le petit, eh bien il ait pas une trop mauvaise impression en arrivant. Et ça disparaît ?

heureux avènement

Un vrai conte de fée, l'histoire de la maternité des Lilas. Il y a quelques décennies, à l'époque où accoucher était encore une partie de torture pour la femme à cause de l'obscurantisme chrétien, une dame bien de sa personne et riche eut le bonheur de mettre son enfant au monde sans trop de dommages grâce aux bons soins du docteur Lamaze, importateur dans nos contrées de la méthode « sans douleur ». Emue et reconnaissante, et toujours

riche, la dame décida de mettre son argent de poche au service de la cause, en fondant un établissement où la chose pourrait se pratiquer couramment. Et puis, c'était ça de moins pour le fisc. C'est à cette circonstance très particulière qu'est due la création, en 1964, de l'association (loi de 1901) « Naissance » et la construction de la maternité.

Les premières années se sont écoulées sans remous, la dame étant présidente du conseil d'administration et subvenant aux dépenses qui excédaient le budget de l'établissement, le personnel faisant son boulot et les parturientes aussi. Puis Mai 68 a apporté son petit vent de contestation, favorisé une réflexion qui n'était pas vraiment dans le sens de ce que pensait la dame, au demeurant toujours bienveillante et riche. Parallèlement, un médecin de Toulouse menait une action intéressante, bien qu'individuelle, pour accueillir les nouveaux-nés dans un autre état d'esprit, ce dont eurent vent les soignants des Lilas.

Il s'agissait de centrer l'attention non plus exclusivement sur la mère, mais aussi sur le mari et sur le bébé. Tout un courant d'idées qui amena une remise en cause de la méthode de travail à la maternité. Il y a eu une première « crise » au cours de laquelle certains salariés ont quitté les Lilas, et où le conseil d'administration a laissé tomber l'établissement pendant plusieurs mois, sans un penny. Il espérait par là décourager la tendance contestataire et revenir à des pratiques plus tradition-

nelles. Mais la maternité a survécu et la manœuvre a échoué. Ce que voyant, le conseil a catapulté plusieurs directeurs successivement, qui ont été successivement démis de leurs fonctions, jusqu'à ce qu'on trouve une personne susceptible de servir de médiateur entre les deux parties. Et la maternité est repartie cahin-caha pour quelques années.

les limites du mécénat

La situation restait pourtant précaire. « Chaque année, quand on part en vacances, on se dit : salut, peut-être à la rentrée ». Il faut dire que la clinique n'est pas financièrement viable. Avec un prix de journée de 160 F, c'est-à-dire le minimum que puisse rembourser la Sécurité Sociale, les recettes de la maternité dépassent largement ses dépenses. Aucun médecin, même convaincu de la justesse de la cause, n'accepterait de reprendre l'établissement en sachant à l'avance que la gestion sera impossible. Chaque femme qui accouche « coûte » plus cher qu'elle ne rapporte et le déficit augmente en même temps qu'augmente le nombre des parturientes, environ quatre-vingt dix par mois actuellement. Or la clinique de Montreuil, à côté, ne fonctionne qu'à 60 % de sa capacité : pourquoi aller subventionner un établissement de trente-trois lits, chiffre ridicule, alors que les femmes peuvent aussi bien se faire accoucher à deux pas ? Aussi bien, ce serait beaucoup dire, parce que la maternité des Lilas est la

seule, sur la place de Paris, à pratiquer la naissance sans violence. Mais c'est insuffisant au regard de l'administration de la santé pour la faire reconnaître d'utilité publique. Aussi le statut d'association demeure à ce jour, et le personnel est sous le régime de la convention collective d'octobre 1951, celle des établissements à but non lucratif. Une convention pas plus mal qu'une autre, paraît-il, mais qui ne résout en rien le problème des Lilas : comment équilibrer le budget ?

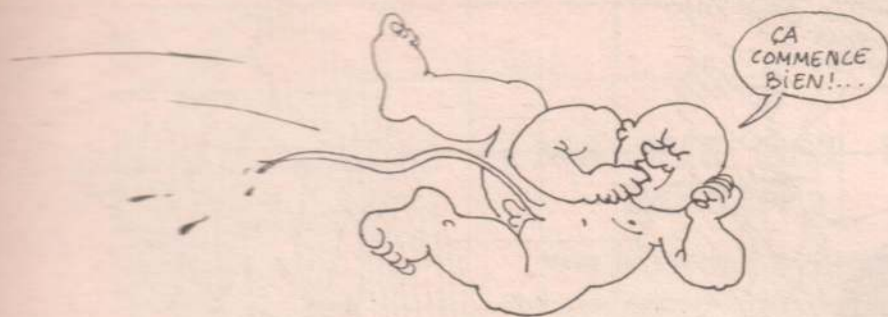
Pourtant, une solution existe. Passer du statut actuel à celui d'hôpital privé, qui permettrait une revalorisation du prix de journée (de 160 F à 500 F environ) sans qu'il en coûte un centime de plus aux usagers, bien entendu. C'est à la Sécu que ça coûterait plus cher, ce qui est loin d'être scandaleux quand on songe que celle-ci grève son budget à rembourser des frais de médicaments complètement inutiles, voire dangereux.

La politique de la santé en France pourrait être symbolisée par la circulaire Diénesch de 1971 : en redéfinissant des normes, en favorisant les équipements lourds donc coûteux, cette circulaire a signé l'arrêt de mort des petites cliniques insuffisamment « équipées » pour prétendre à un remboursement efficace de la Sécu. En d'autres termes : plus c'est grand, plus c'est cher, mieux c'est remboursé. Dans les hôpitaux publics, le remboursement des soins (pour l'établissement, pas pour le client) est ajusté sur l'ampleur des équipements. Comme pour la Villette ou le Concorde, on investit dans le grandiose au détriment du courant. Alors une petite clinique comme les Lilas, avec juste un bloc opératoire, c'est pas intéressant.

le droit à l'expression

Et le beau jour où la dame patronesse, toujours riche mais moins bien intentionnée, a décidé de ne plus subvenir aux dépenses, il n'est plus resté au conseil d'administration qu'à déposer le bilan. Ainsi ont-ils fait le 9 décembre dernier. Il y a un trou dans la caisse de 800.000 F : la paye du mois pour le personnel (210.000 F) les honoraires des médecins pour les quatre derniers mois (320.000 F) et les factures des fournisseurs (320.000 F).

la seule
maternité parisienne
où la naissance sans violence
soit effectivement vécue
est menacée
de disparition



A LA MATERNITE DES LILAS ?



Va falloir aller tirer la sonnette de Madame Veil. L'expédition devrait avoir lieu début janvier. Quelle oreille Madame le Ministre, ou l'un de ses chefs de cabinet, vont-ils pouvoir prêter à une délégation venue des Lilas, avec tout ce qui s'y passe ? Faudra voir.

Normalement, si elle est bien informée, la Ministre devrait savoir ceci : quarante personnes sont menacées de licenciement (aussi la section des Lilas du PC a-t-elle apporté son soutien), et

six cents femmes inscrites pour le premier semestre 1977 risquent de trouver portes closes. Ça fait du monde. Chaque jour en effet la maternité refuse des candidatures. Pour être sûre d'y trouver de la place, il faut pratiquement s'inscrire avant d'être enceinte... Mais qu'est-ce qui fait donc courir les gens à la maternité des Lilas ?

Tout simplement le fait de ne pas se sentir un objet dans les mains de soignants, de pouvoir parler en sachant qu'on sera entendu, de savoir qu'on

pourra participer à la naissance. « Dès la préparation à la naissance, c'est un vrai psychodrame, raconte Ginette, une des sages-femmes. Certains couples se disent des choses par l'intermédiaire des autres couples. Alors qu'ailleurs, on infantilise les femmes, ici, l'accouchement doit être quelque chose de maturant. Chacun doit se prendre en mains. On ne donne aucune directive, ni sur la position à adopter, ni sur l'allaitement, ni pour l'anesthésie. On n'intervient que s'il y a une raison vraiment médicale, une décision importante à prendre. Par exemple, pour l'anesthésie : nous avons beaucoup de demandes d'anesthésie péridurale (NDLR : anesthésie locale qui se pratique dans les vertèbres lombaires) au début de la grossesse, mais cela s'amenuise au contact des autres femmes, et surtout quand on explique aux femmes que ce n'est pas une partie de plaisir, elles préfèrent encore les contractions. »

Traditionnellement, l'accouchement sans douleur vise à obtenir le meilleur comportement possible de la parturiente. Entendez : la plus grande tranquillité des médecins. Si tout s'est bien passé, le docteur lui colle une bonne note sur un carnet rose, si, si, rose, c'est comme pour passer un examen. Aux Lilas, on laisse les femmes gueuler ou se taire si ça leur chante.

Une pareille liberté, ça désarme les gens au début. Une clinique qui ne sent pas l'éther, où filtre ça et là une musique douce, où certains placards sont remplis d'apéros plutôt que de pinces et de ciseaux, il y a de quoi être déconcerté, et comme disent certains, « c'est l'anarchie là-dedans, tous ces va-et-vient ! » « En fait, on ne peut pas dire qu'on ait déhiérarchisé. On n'en est pas encore à la polyvalence, parce qu'on reste prisonnier des structures, et qu'il y a toujours une différence de connaissance entre nous. Mais il n'y a pas de hiérarchie dans les relations, chacun respecte le travail de l'autre, la femme de service celui du médecin, comme l'inverse. Certains peuvent assurer une fonction, même s'ils n'ont pas le diplôme correspondant, mais dans certaines limites. Les gens formés sur le tas sont obligés de passer les diplômes, sinon ce qu'ils ont appris ici ne serait pas pris en compte ailleurs. »

Avec les « usagers » aussi les relations sont particulières. Pour en juger, il n'y a qu'à voir la spontanéité avec laquelle

ils se sont mobilisés pour soutenir la clinique. Pendant les deux heures où je suis restée à bavarder dans une chambre, plusieurs sont venus aux nouvelles. Deux consœurs de la presse parisienne étaient aussi présentes, mais comme moi prévenues par des amis, pas seulement par les télescripteurs. Pour caractériser l'ambiance, on pourrait dire, comme Ginette : « On vit les autres avec sympathie ou avec antipathie. Ici, on ne triche pas. J'ai été sage-femme pendant dix-huit ans, j'étais investie d'un pouvoir. Maintenant, je n'ai plus ce type de relation, j'y mets beaucoup plus de moi. C'est comme avec des amis, on vit un moment privilégié, à tel point que si ça devait se prolonger après la naissance, ça te boufferait complètement. Même entre nous, on se raconte les naissances, ce que je ne faisais jamais avant. »

La maternité des Lilas, ce n'est pas le docteur machin ou le docteur chose, c'est une équipe. Et comme dans toute équipe, il y a des relations conflictuelles qui, comme dit Yves, « sont le signe d'une dynamique ». C'est pourquoi les choses ont tant évolué depuis treize ans. Et puis, pour que la naissance sans violence soit une réalité et non pas une succession de gestes, il faut un consensus de toute la maternité, personnels et parents, il faut un état d'esprit qui se trouve exactement à l'opposé du médical. « Démédicalisation » : c'est le maître mot du docteur Odent, qui vient de publier un livre à ce sujet (« Bien-Naître » au Seuil. Collection Techno-critique).

Il ne faudrait pas que, d'un état d'esprit, on retombe à une méthode, une recette qui pourrait être appliquée n'importe où n'importe comment. Pour cela, il ne faut pas que la maternité des Lilas ferme. Une pétition circule, qu'il est très important de signer si l'on veut que la cause ait quelque chance d'être entendue au ministère de la Santé. Et puis, ça vaut le coup d'aller jeter un œil, ils risquent d'avoir besoin de monde d'ici bientôt. Vous imaginez un peu : une manifestation somptueuse avec femmes enceintes, nouveaux-nés, infirmières, médecins, biberons, tous unis. Quelle fête !

Catherine Decouan

Maternité des Lilas, 14, rue du Coq Français, aux Lilas (Métro : Mairie). Le film « Naissance sans violence » de Frédéric Leboyer passe actuellement au cinéma Saint-André des Arts, à midi je crois.

LA LÉGENDE CARNÉE



IL ÉTAIT UNE FOIS DANS LE PAYS DES MONTAGNES.....

UN JOURNALISTE TRÈS BRILLANT QUE NOUS APPELLERONT L.N

L.N ÉTAIT ENCORE PLUS SENSIBLE QU'É J.P. PEYRETOU DU DAUPHINÉ LIBÈRE QUI AVAIT ÉCRIT CE QUI VA SUIVRE.

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL J. P. PEYRETOU

UNE JOURNÉE DE CHASSE

Pour raconter ce que fut, en ces lieux privilégiés, la journée de chasse organisée par nos hôtes d'Ibérie, aussi sympathiques et prévenants que distingués, MM. de Vergie, Agnelli et Gossen, je voudrais avoir le talent de Maurice Genevois dans « Raboliot » de Viallar dans « La Grande Meute » et la poésie de Louis Pergaud. Cela ne peut s'écrire qu'en cantate, sur une fugue de Mozart, pour le vol des perdrix, mêlée aux accents d'une symphonie Wagnérienne, pour traduire, en percussions, le tonnerre des fusils pétaradant en cascade, à la passée rapide de dizaines d'oiseaux, jaillissant ensemble, giclant en feu d'artifices comme des flèches ou des boulets de canons, dans les cris et les coups de trompe des rabatteurs battant le terrain.

Cette vision extraordinaire restera inoubliable pour ceux qui

ont vécu cet étonnant spectacle absolument incroyable à tel point qu'à l'instar de Tartarin contemplant le Lion de l'Atlas de la ménagerie mitaine, j'ai envie de dire : « ça oui, c'est une chasse ! ». Et lorsque je dis des centaines de perdreaux, croyez bien que je n'ai pas forcé sur le Pernod.

Nous étions vingt-cinq fusils, répartis en deux groupes. Chaque groupe a estimé, au crépuscule, devant le tableau de chasse (287 perdreaux, trois lièvres et un renard), qu'il avait vu, au bas mot, 1500 perdreaux. Chaque chasseur a tiré dans la journée de quatre vingts à cents cartouches offertes par Gevelot.

Mon fusil, pour la première fois, en trente ans de chasse, a chauffé. Mon « secretario » me criait sans arrêt : « Mira, Mira » (regardez, regardez). Il me tendait les cartouches, deux par deux, comme si mon « douze » avait eu l'appétit d'une mitrailleuse, tandis que les oiseaux aux fines pattes rouges ergotés, lan-

cés à soixante kilomètres-heure, me déboulaient droit devant à trente mètres, pour me passer au-dessus de la tête. Croyez-moi, les tirer dans de telles conditions est du sport et ils sont plus faciles à manquer qu'à tuer !

TOLEDE ET FLAMENCO MADAILÈNE

La tête pleine de cette rhapsodie de plumes (enfoncez Zizi Janmaire), mes compagnons de voyage ont regagné leurs pénates. Ils ont, au passage, visité Tolède, sa cathédrale, troisième sanctuaire du monde chrétien en valeur architecturale (après Saint-Pierre de Rome et N.-D. de Paris), se sont extasiés devant la maison et les œuvres du Greco, ont assisté à une soirée merveilleuse de Flamenco dans une boîte madrilène. *DAUPHINÉ 28 NOVEMBRE*



L.N, LUI CE QUI L'ATTIRE DANS LA VIANDE C'EST LA POÉSIE ET L'ART.

GALLERIE DE LA BOUCHERIE D'ART

JE SUIS EN TRAIN DE FAIRE UNE PEINTURE QUI VA LEUR PRENDRE AUX TRIPES!!



QUAND L.N VOIT UN BOEUF IL VOIT UN OBJET D'ART, UN BOUCHER UN ARTISTE, UNE BOUCHERIE UNE GALERIE, UN ABATTOIR UN CENTRE D'ART... ETC.

Le boucher est (aussi) un artiste

150 agneaux, 20 veaux, 30 derrières de bœuf, 150 paires de gigot et une multitude de pièces parées, piquées, bardées... Que peut-on faire avec toute cette viande, environ 12 à 15 tonnes? une exposition, et même une exposition artistique.

Partant de l'affirmation que le boucher est un artiste, la Boucherie du Molard a, depuis 40 ans, depuis l'époque de M. Bovagne, puis du bon-vivant M. Pisteur, organisé chaque année une splendide exposition le dimanche avant Noël. Si toute l'année on peut voir de la viande dans le magasin, ce n'est rien en comparaison de ce jour-là, où l'on ne voit que des alignements parfaits d'animaux de dimensions rigoureusement semblables,

où la symétrie des arrangements est aussi parfaite que le travail minutieux des morceaux préparés, décorés, fleuris de motifs au saindoux.

Les 36 employés du magasin, conscients de mettre en valeur un métier qui se perd, travaillent à cette réalisation durant 24 heures sans discontinuer. Cependant, chacun pense au thème de l'exposition à venir pendant de nombreux mois la précédant. Cette année, ce sera l'arbre de Noël qui sera chargé de morceaux choisis et trônera au milieu d'une abondance, dont la corne avait été le thème de l'année dernière.

Notons que cette vision fantastique que les amateurs de viande et d'art pourront apprécier dimanche 19 décembre, représente 200 à 250.000 fr. de marchandise.

L. N.



LEGENDE SUISSE DU 20^È SIÈCLE

Une grande enquête "Gueule Ouverte"

L'ÉCOLOGIE EST-ELLE POLITIQUE POUR LES PARTIS ?

1. QUESTIONS AU « CENTRE ET DEMOCRATIE SOCIALE »

Philippe Saint Marc tient à la qualité de la vie
Pour la défendre il fait confiance à la majorité

L'écologie, par les temps électoraux qui courent, ça se vend bien. Mes divers coups de téléphone au siège des différents partis politiques, loin de m'attirer des : « La Gueule Ouverte, qu'est-ce que c'est ? », ou des : « On a des problèmes plus urgents », ou des : « Les petites fleurs et les petits oiseaux, ce

n'est pas notre rayon... ont reçu au contraire un accueil quasi délirant. Chaque semaine, on vous racontera ça en détail. Disons que dans l'ensemble, ça se situe dans la gamme : « Notre parti se préoccupe depuis des années de l'écologie, et nous accordons une attention toute particulière aux problèmes de qualité de la vie ».

DANS le cas de Philippe Saint-Marc, du CDS, ce fut le style : « Je l'avais bien dit, et c'est un peu grâce à moi que l'écologie se porte bien ». Philippe Saint-Marc a 48 ans. Membre du Haut Comité de l'Environnement, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, il a écrit un ouvrage fort bien documenté : « Socialisation de la nature » (Stock), que ne désapprouveraient pas nombre d'écologistes. Ce n'est pas tout : il est également responsable des problèmes de cadre de vie et d'environnement au CDS (Centre et Démocratie sociale), parti de Jean Lecanuet, rattaché à une majorité dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle n'est pas très « écologiste ». Paradoxe ? En tout cas, cela ne semble pas gêner cete humaniste souriant.

- **Que pensez-vous du résultat encourageant de Brice Lalonde aux législatives partielles du Vème arrondissement, et du phénomène « candidats verts » en général ?**

- Nous nous attendions à ce succès. Depuis 1971, j'écris que les mouvements de défense de la nature sont une force politique montante et doivent former un groupe de pression. J'ai sans doute contribué par mes articles à la multiplication des candidats écologiques.

- **Qu'est-ce que vous appelez écologie ?**

- La qualité de la vie. Je distingue les biens matériels qui relèvent du verbe « avoir », et les biens immatériels, qui relèvent du verbe « être » : sécurité, santé, air pur, etc. Actuellement, l'augmentation des biens matériels va à l'encontre de la satisfaction des biens immatériels, d'où les tensions, et la naissance des mouvements écologiques.

- **Le CDS serait-il alors favorable, au nom de la Qualité de la vie, à une diminution de la croissance ?**

- Je n'aime pas ce terme de croissance, qui est fort mal perçu, souvent confondu avec l'augmentation du Produit national brut. La croissance devrait prendre en compte, pour un produit donné, le bien-être et les

nuisances qu'il apporte, et en fonction de ce calcul déterminer quels sont les produits vraiment utiles. En somme, remplacer l'indice de productivité par un indice de satisfaction des besoins. Des vrais besoins : verdure, air, eau pure, sécurité au travail et sur la route, et réduction de la taille des entreprises.

- **Vous ne remettez pas en cause l'organisation du travail ?**

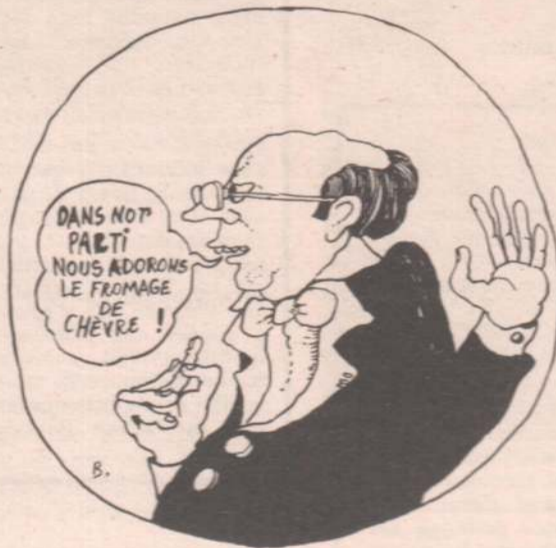
- On va sûrement vers une diminution du temps de travail. Mais il est difficile de supprimer le travail parcellaire ou inintéressant. Le vrai problème est plutôt de créer des conditions physiques de travail supportables pour l'organisme.

- **Par exemple ?**

- Des usines moins bruyantes, propres...

- **Où appartiendraient à un patron ?**

- Sans doute. Plus j'y réfléchis, plus je crois que la qualité de la vie ne dépend pas du régime de propriété des moyens de production. Voyez en URSS, il y a



autant de problèmes. Je renvoie dos à dos, comme aussi nocifs, le capitalisme sauvage et le collectivisme matérialiste.

- **Et l'autogestion ?**

- C'est une formule intéressante, quand elle valorise l'initiative personnelle et les communautés responsables. Cela dit, est-elle propice à la qualité de la vie ? Certainement pas dans l'entreprise. Si les unités autogérées sont concurrentielles, on aura les problèmes de concurrence actuels, et les mêmes risques de nuisances. Si elles ne sont pas concurrentielles, elles dépendront de subventions pour vivre, qui entraîneront un contrôle de l'Etat et alors... finie l'autogestion.

- **Que proposez-vous d'autre ?**

- Pénaliser toute atteinte à la qualité de la vie, toute destruction de l'environnement. Actuellement, les amendes sont si dérisoires qu'il est plus avantageux pour un industriel de détruire, quitte à être condamné ensuite. Il faut inverser les valeurs.

- **Et faire payer très cher le nucléaire ?**

- C'est cela. Instituer une redevance sur la pollution thermique et sur les déchets. Inciter EDF à utiliser les calories perdues, qu'elle rejette...

- **...Vous n'êtes pas contre le nucléaire en soi...**

- Pas du tout. Nous sommes trop dépendants du pétrole, donc de l'étranger, pour nous permettre de renoncer au nucléaire. Le CDS propose cependant de réexaminer la part donnée au nucléaire dans le programme français. Cette part est trop forte : on peut la réduire en modifiant la politique d'EDF, basée sur une consommation excessive d'électricité. Développer les transports en commun, réduire la vitesse automobile, favoriser les énergies douces et les énergies traditionnelles permettraient de réduire le programme nucléaire et de supprimer des centrales dangereuses comme celle de Nogent-sur-Seine. Cette centrale, trop près de Paris, évacuera ses déchets et ses calories dans la Seine qui n'a pas assez de débit pour le supporter. Quelle hérésie !

- **Pourquoi avez-vous signé l'appel du Centre d'action écologique européen des 11 et 12 décembre (voir G.O. 137, p. 14), qui se prononce contre les programmes nucléaires d'Est et d'Ouest, alors que vous ne refusez pas tout le nucléaire ?**

- Justement ! L'appel s'oppose aux programmes, pas au principe de l'énergie nucléaire. C'est contre des programmes trop lourds que j'ai signé, pas contre l'existence de ces programmes. C'est très clair.

- **En matière de dissuasion et de défense, vous avez la même optique ?**

- Ecoutez : on pourrait en effet réduire les crédits militaires. Mais que l'URSS fasse de même. Il y a des milliers de chars soviétiques à 350 km de Strasbourg. Je suis frappé par cette puissance de l'URSS. Qu'elle commence par respecter les accords d'Helsinki et OK, on démilitarise.

- **Et on renonce au Larzac ?**

- Je ne suis pas très compétent sur ce problème. A titre personnel, je préfère voir des brebis que des tanks sur le plateau du Larzac. Mais il faut préserver nos libertés. La liberté, c'est tout de même le seul bien pour lequel un homme accepte de mourir.

- **L'une des premières libertés est celle de l'information. Le CDS s'inquiète-t-il de la concentration de la presse aux mains de quelques-uns ?**



- C'est effectivement préoccupant. Quoique en fait, la liberté de l'information aille bien au-delà. C'est une question de tolérance : il est difficile d'écrire selon ses propres idées dans un journal qui a « une ligne ». De même, le courrier des lecteurs, tronqué ou non publié, est manipulé. La presse ne dépend pas que de mesures administratives ou techniques. La solution est de favoriser les petits journaux, par exemple avec des tarifs postaux préférentiels.

- Et les gros ?

- Ils m'intéressent peu. On les lit vite, on les oublie aussitôt. S'extasier devant les gros tirages est assez illusoire. La vraie presse est celle des petits bulletins lus attentivement par des acheteurs militants. D'une façon générale, toute action venue de la base : comité de quartier, association et pourquoi pas famille, me semble bénéfique. Je suis favorable au pouvoir écologique.

- Voilà qui nous réjouirait le cœur... Si vous n'étiez membre d'un parti rallié à une majorité plutôt répressive vis-à-vis des écologistes et de tout mouvement populaire. Voyez à Malville, voyez les insoumis...

- C'était pour moi une crise de conscience et j'y ai beaucoup réfléchi. Le CDS n'a aucune hostilité envers un socialisme humaniste. J'ai de très bons amis socialistes. Mais je ne crois pas que le PS et encore moins le PC changent notre vie. Pourquoi des entreprises nationalisées seraient-elles moins polluantes ? La crise de civilisation dépasse les clivages politiques classiques. La gauche au pouvoir, je le crois, ne ferait pas une meilleure politique d'environnement que la majorité actuelle. Le PC, conforme en cela à l'idéologie marxiste, exalte la domination de la nature par l'homme et l'industrialisation. Il se prononce en faveur des autoroutes comme l'A 86, dont la construction exige de détruire 450 ha de forêts. D'ailleurs, l'urbanisme stalinien est analogue à l'urbanisme pompidolien... Le PS serait peut-être plus sensible aux problèmes écologiques, encore que... J'ai remarqué une chose : François Mitterrand est un homme très sensible personnellement à la nature, mais il n'en fait pas un problème politique essentiel. A l'inverse, Valéry Giscard d'Estaing ne raffole pas de la nature, mais pense que c'est un problème politique majeur, avec lequel il doit compter. Politiquement, il est donc plus efficace de se rallier à la majorité.

Propos recueillis par Françoise Danam

MAUROY-SEGARD : DUEL EN VERT

Dans le cadre de la campagne gouvernementale pour les économies d'énergie, Norbert Segard, secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et candidat de la majorité à la mairie de Lille, a inauguré le 23 décembre le réseau national de téléconférence. Ce nouveau moyen de communication permet d'organiser des réunions entre plusieurs villes sans aucun déplacement. Les participants peuvent se parler de studio à studio, mais sans se voir. La visioconférence, grâce à laquelle on pourra voir son interlocuteur sur un écran de télé, sera lancée début 78. Ces systèmes économisent de l'énergie, mais ne profitent qu'à une minorité de privilégiés.

La téléconférence est le dernier gadget monté en épingle par Segard pour ravir la mairie de Lille au socialiste Pierre Mauroy. Dès le mois d'octobre, le challenger présentait son programme « écologique » dans « la Voix du Nord » : redonner à la ville une dimension humaine. « Non à la politique mégalomane qui privilégie excessivement le rôle de l'automobile dans la ville. » Il faut redonner une place à la bicyclette (« pour les travailleurs »). Il faut recréer des plans d'eau, amener la musique en ville, ouvrir au public les espaces verts privés.

Norbert veut même créer à Lille un institut universitaire d'écologie « qui

fasse des propositions pour réinventer la vie urbaine dans la région ». Citant Ivan Illich, il propose d'y « réfléchir sur les conditions de vie modernes à partir des bases théoriques d'une société post-industrielle ». Sur sa lancée, Norbert propose aussi l'aménagement d'un musée de la guerre à la Citadelle...

Pierre Mauroy, maire socialiste pronocléaire, ne veut pas être en reste. Son « chantre vert », Monsieur Marquis, directeur du service des jardins de la municipalité, affirmait récemment : La pollution est un grand fléau. Nous devons avoir une vraie politique des espaces verts. Il faut mettre les usines en dehors des villes, développer les transports en commun. Ce discours écologique est une sorte de comble dans la bouche d'un fonctionnaire d'une mairie qui détruit les derniers jardins ouvriers de Lille, transforme les parcs publics en parkings souterrains, perce la ville d'autoroutes. D'ailleurs Marquis admet : « la voiture est un progrès : on ne peut pas vivre en l'ignorant ».

Comme le conclut le tract de Réinventons la vie et de l'Association lilloise pour l'écologie et l'autogestion, auquel on a emprunté la plupart de ces informations : « Dans le duel Mauroy-Segard, ce qui est bien, c'est qu'on sait où l'on va. Que ce soit l'un ou l'autre, on va tout droit vers une civilisation absurde, abrutissante, polluante et fasciste. »

Contact : 37, rue Désiré Comrocat, 59370 Mons en Barœul.

courrier

Critiques et suggestions, comme fromage et dessert

D'abord quelque chose d'important : heureusement que la G.O. existe dans le mouvement disons écologique. Bien souvent, les groupes qui le composent apparaissent un peu chiant, style boy-scout gogèche, bien gentils, avec un côté curaille difficile à avaler. Il n'existe pas - à

plus en plus riche, je veux dire : ne pas se cantonner dans une spécialisation « écologie » étriquée. Tout est lié. Il faut d'autant plus montrer combien l'écologie, disons plutôt combien une société chaude, humaine, écologique, est intrinsèquement compatible avec une pensée libertaire, que je crains beaucoup une récupération de l'écologie dans tout ce qu'elle a de nouveau. Une sorte de réformisme, néo-syndicalisme écologique, où les groupes de pression écologiques n'auront un rôle que de mise en garde, passifs, sur la défensive et encore.

Je ne suis pas hostile aux candidats « écologiques », mais ça sonne comme un petit cri d'alarme, cette histoire là. Se méfier aussi de la formation de nouveaux spécialistes en écologie. En conclusion, je compte beaucoup sur l'influence de la G.O. pour ne pas céder aux penchants curaillois et pour conserver les thèmes importants qui sont apparus dernièrement, sur le travail en particulier, et une certaine façon d'écrire, d'humour, disons harakirisque.



ma connaissance - de groupes qui unifient tant au point de vue théorique que dans la pratique des actes quotidiens et des actions de masse, les apports d'une pensée radicale (remise en cause du salariat, anti-autoritarisme, critique de l'Etat) et tous les espoirs qu'apporte dans l'élaboration d'une société chouette humaine, une réflexion « écologique » (décentralisation de l'énergie, énergies douces, respect de toutes formes vivantes, etc.)

Certes il existe pas mal de gens (optimiste ?) qui ont, ou sont, en train de piger cela. Mais combien j'ai plaisir à lire dans la G.O., journal d'écologie, des articles comme ceux récemment sur le travail, sur le soutien à donner aux prisonniers (politique/droit commun, quelle différence ?), sur la bouffe, sur la lutte des femmes, sur l'armée. Soyez de



Les discussions sur le CRAC ne sont pas sans importance. Il est normal qu'on ne soit pas tous d'accord là dessus, et il aurait été bien emmerdant qu'Arthur se tire du canard pour une histoire de ce genre. Développer aussi le rôle de la science, essayer de montrer la différence entre une conception un peu puriste, romantique, de la science au début du siècle et ce qu'elle est devenue maintenant, ligoté par des aspects économiques et de compétition entre chercheurs, à qui publiera le plus vite, que c'en est une tristesse, allez ! Souligner les relations pouvoir/technologie, technologie/science, et science (connaissance des spécialités) pouvoir. Des revues comme « Impascience » sont réservées malheureusement à des initiés et sont peu accessibles, de fait.

Ne serait-il pas possible de faire des réunions « Gueule Ouverte » sur des thèmes autres que la non violence pour essayer de déboucher sur du concret, et pas seulement sur la base d'un soutien au canard, si chouette soit-il ?

S.L.



Larzac : ça marche !

Depuis notre appel (cf. G.O. n° 132) en faveur des paysans du Larzac, vos chèques nous parviennent régulièrement.

Nous sommes actuellement en possession de 8 000 francs, soit l'équivalent de 8 parts. Et encore nous ne parlons pas des petits dégoûtés qui ont pu se débrouiller seuls pour atteindre les 1 000 francs fatidiques.

C'est un bon début. Raison de plus pour ne pas s'arrêter en chemin.

PRECISIONS :

1 - Les acheteurs recevront prochainement une liste des coactionnaires avec lesquels ils partageront « leur » part.

2 - Si vous n'avez pas réussi à vous regrouper avec des amis et si vous n'avez pas les moyens de mettre 1 000 F tout seul de votre poche... ce que nous comprenons volontiers, envoyez vos chèques à Gueule Ouverte. Nous nous chargeons de vous trouver des acolytes.

LE MOUVEMENT ECOLOGIQUE AMERICAIN



Le mouvement écologique américain est-il le fossoyeur du système capitaliste ? Après 15 jours aux USA, j'aurais répondu non, étonné par le manque d'analyse politique et choqué par la parti-

icipation des groupes à des mœurs politiques plus que douteuses. Au bout d'un mois, j'ai changé d'avis, subjugué par la diversité du mouvement et son pragmatisme.

Tout d'abord, il est nécessaire de connaître quelques caractéristiques de la politique américaine. En exagérant un peu on pourrait dire qu'il y a un seul parti avec deux équipes. On vote pour des hommes plus que pour des idées, que ce soit pour élire des sénateurs ou un président. J'ai demandé à des écologistes : préférez-vous Carter ou Ford ? Carter. Qui préférez-vous ? Udall ou Wallace ? Udall. Or Udall est républicain et Carter démocrate !

Toutefois, le parti démocrate se distingue de plus en plus du parti républicain par une politique plus sociale, moins soumise aux puissances financières et par son goût d'un pouvoir d'Etat plus fort. Lors des votes de lois, les partis donnent très rarement des consignes précises. Les parlementaires gardent leur liberté. Chacun a à son service quinze personnes qui lui préparent ses dossiers.

Mais le rôle moteur de la vie politique américaine est assuré par les groupes de pression. Ces groupes essaient d'obtenir des lois plus favorables à leurs intérêts. C'est le lobbying. En échange, les groupes de pression soutiennent financièrement les parlementaires pendant leur campagne électorale. Il existe des lobbys pour défendre les intérêts les plus divers, que ce soit l'industrie de la chimie, la défense des animaux ou la libération des femmes. Bien sûr, les intérêts les mieux défendus sont ceux des grandes puissances financières et industrielles. Comme toutes les organisations, les groupes écologiques font du lobbying. Bien peu d'entre eux se rendent compte du côté truqué et inégal du combat. En Europe,

le fait de financer des élus s'appellerait de la corruption. Mais cela, là bas, apparaît normal.

Le droit américain interdit aux associations de participer à des élections. Si l'on sait en plus que toute analyse idéologique est absente chez les partis comme chez les groupes de pression, on comprend que les groupes écologiques soient absents de la scène politique. Le lobbying apparaît ainsi comme étant le seul moyen d'intervention possible.

Au sein du courant écologique (on dit plutôt là-bas « environnementaliste »), l'éventail des idées politiques est très large. Cela va de la droite la plus conservatrice à l'anarchisme. Parmi les grandes organisations nationales (Sierra Club, Natural Resources Defense Council, Critical Mass), les Amis de la Terre apparaissent la plus à gauche. Mais la plupart des groupes préfèrent rester indépendants. Si le mouvement écologique français apparaît peu coordonné, cela n'est rien en comparaison de celui des Etats-Unis. Une seule ville compte parfois des dizaines de groupes et ceux-ci s'ignorent. Comme en France, une tendance se fait jour en faveur de coordinations régionales et locales plus poussées. Mais les distances sont telles que cet effort est difficile.

les groupes de pression

Ces groupes ont deux activités essentielles : le lobbying et l'information du public. Leur décor typique : un bureau composé de plusieurs pièces, ambiance cool, moquette, quelques gravures de paysages sauvages. Une dizaine de salariés y font gentiment leurs huit heures. On remarque assez rapidement des rapports hiérarchiques traditionnels entre les « patrons » et les dactylos. Dans ces groupes, il y a très peu de militants bénévoles. Cela ressemble beaucoup plus à une administration qu'à un local gauchiste.

Pour se permettre un tel fonctionnement, il faut avoir des rentrées financières importantes. Elles sont assurées par des cotisations, autour de 100 F, ou par des dons souvent très élevés. Plusieurs fois on m'a dit : « Oh, nous nous cherchons uniquement des adhérents donnant plus de 1 000 dollars par an » !

Le personnel provient en quasi totalité de la haute bourgeoisie. Autre raison : les cotisations sont en partie déducti-

bles des impôts. Les Américains participent volontiers à des associations, financièrement parlant. Certaines associations reçoivent en plus des subsides des sociétés privées. Les sociétés peuvent elles aussi déduire de leurs impôts une partie de ces dons ; ceci explique cela. Mais impossible de déduire de ses impôts sa contribution à un parti : c'est la grande différence entre une association et un groupe politique. La League of Conservation Voters a été fondée par diverses organisations écologiques pour permettre une intervention politique tout en gardant les avantages du régime associatif.

L'activité des associations consiste essentiellement dans la rédaction de rapports destinés aux parlementaires, à la presse ou aux groupes de pression. Des scientifiques les élaborent. Ces groupes ont également un rôle essentiel d'information du public : organisation de débats, de conférences, édition de brochures de vulgarisation.

les associations de défense

Ces associations ont pour but d'empêcher un projet, une centrale nucléaire, une autoroute, une usine... Elles regroupent la population locale contre une menace concrète. La durée de vie de ces groupes est celle de leur lutte. Ils ne disposent d'aucun local et d'aucun personnel rémunéré. Leur budget est insignifiant. Le groupe de pression localement représenté leur sert de porte-parole. Ces associations sont très dynamiques et représentent finalement la seule structure de masse du mouvement américain. Par le fait même qu'elles luttent contre un projet précis, elles n'ont pas défini de but idéologique à leur action. Leur poids dans la vie politique locale n'est pourtant pas négligeable. A chaque élection les candidats s'arrachent leurs suffrages. Ces associations ressemblent assez à la traditionnelle association française.

les groupes marginaux

Les marginaux, urbains ou campagnards, sont les rescapés des années 60. Ce sont des anciens du mouvement hippie ou manifestants contre la guerre du Vietnam. La mode de l'écologie étant quelque peu passée, les jeunes de moins de 25 ans ne sont pas très nombreux.

Pour eux, les changements sont à opérer dans deux directions : 1° A l'intérieur de soi dans la communication de groupe. C'est le « consciousness movement ». Toutes les familles américaines ont maintenant sur la cheminée des livres de thérapie de groupe. Dans ce domaine, toutes les approches sont possibles, de la psychanalyse au bouddhisme.

2° Au niveau de la vie sociale et économique, par une réflexion sur les technologies et leur impact. La structure coopérative est le cadre juridique choisi pour les expériences d'autogestion. Les coopératives ont des buts très divers : il peut s'agir de coopératives de distribution (alimentation), de production (artisanat, technologies douces). Deux domaines nouveaux sont maintenant explorés : le logement et l'argent. Dans beaucoup de villes se sont constituées des coopératives de gestion d'un ou de plusieurs immeubles ou de services sociaux tels que des crèches, des écoles, des foyers de 3^e âge, des cliniques. A Chicago, les habitants d'un quartier ont acheté une banque afin de disposer eux-mêmes des investissements nécessaires à la restauration de leur quartier. C'est la direction la plus nouvelle que prend aujourd'hui le mouvement écologique. C'est ce que l'on appelle le « Neighborhood Movement » ou mouvement de voisinage.



Dépassant la barrière idéologique entre la propriété d'Etat et la propriété privée, se définit une propriété coopérative répondant aux besoins des petits groupes humains et dirigée par eux mêmes. De la simple contestation de l'économie capitaliste, ces groupes en arrivent à fonder les bases d'un mouvement social totalement nouveau. Il s'agit là d'un événement politique majeur.

A côté du vide des discours politiques de tous bords, le langage des écologistes est le seul à contenir une vision de l'avenir. Son empirisme, qui l'a conduit à rechercher de nouvelles structures d'organisation ou de nouvelles technologies, sans avant-gardisme méprisant, est efficace. Les écologistes, tout comme en France, abordent maintenant la politique locale avec réalisme et proposent la construction d'une société antiautoritaire. Cette approche permet un apprentissage de la démocratie politique, d'une vraie anarchie.

Dans son ensemble le mouvement américain apparaît donc très composite. Sa force vient justement de sa diversité. De la lutte antinucléaire, un peu technocratique, à l'expérimentation sociale, la distance est large. Un système politique peut récupérer un courant précis, mais pas un mouvement aussi vaste. Le manque de structure devient une qualité. Ce n'est pas un hasard si parallèlement au « Neighborhood Movement » américain, en France des groupes veulent intervenir dans les élections municipales. C'est le retour à la ville.

Pierre Radanne

3 - Si vous arrivez aux 1 000 francs comme des grands, envoyez vos chèques à Robert Pireau, Saint Martin du Larzac, 12100 Millau.

Mais dans les deux cas, libellez vos chèques au nom de Maître Guy de Roquetaillade. Notaire à Millau, en précisant : G.F.A.2 LARZAC.

Evitez les chèques libellés à l'ordre de Guy Speissegger ou de « la Gueule Ouverte », ça complique tout !

ça va ça vient

le Marché commun du nucléaire

La Commission des Communautés européennes prétend s'occuper de l'environnement, dans un document récent intitulé « Propositions et Résolutions d'une Politique et d'un Programme d'Action des Communautés européennes en Matière d'Environnement » (sic !). Il est instructif dans ces conditions de connaître la part importante de la CEE dans le financement de l'industrie nucléaire en Europe.

Ce financement est accordé à l'heure actuelle par le biais de la Banque européenne d'investissement, qui est l'une des institutions financières de la CEE. Son rôle essentiel est le développement régional.

Dès 1967, la BEI contribue au financement du nucléaire : en 1967 et en 1968, quand certains des pays membres de la CEE s'orientent vers les réacteurs à eau légère, la BEI finance la construction de deux centrales prototypes d'une puissance de 240 MW à Lingen et de 328 MW à Obrigheim en Allemagne fédérale. Par la suite, en 1970, une nouvelle étape est franchie par la BEI lorsqu'il accorde un prêt pour la centrale de Tihange (870 MW) construite en commun par les producteurs d'électricité belge et français. Depuis lors, la BEI s'est lancée dans le financement des centrales nucléaires de taille industrielle, sans laisser tomber les filières « futuristes » comme le prototype à haute température d'Uentrop en Allemagne.

Fait remarquable : la BEI a jusqu'à présent satisfait toutes les demandes qui lui ont été présentées concernant le nucléaire. Et elle s'apprête à s'adapter à une augmentation des demandes de prêt.

Il faut également savoir que les financements de la BEI pour des centrales nucléaires ont représenté au cours des deux dernières années 15 à 20 % du montant total de ses prêts dans les pays membres de la CEE.

En France, Fessenheim 1 (PWR de 890 MW) a bénéficié d'un prêt de 166,7 millions de francs en 1972. Par la suite, la BEI a accordé en 1973 et en 1974, 5 prêts d'un total de 518,6 millions de francs, à EDF pour la construction de la deuxième et de la troisième tranche de Bugey (chaque tranche étant dotée d'un réacteur de 925 MW). Tout récemment, la BEI a octroyé à EDF un nouveau prêt d'une valeur de 100 millions de francs destiné à la centrale nucléaire de Bugey. D'une durée de 12 ans, au taux de 9,5 %, ce prêt contribue au financement de la quatrième tranche, en cours de construction à Saint-Vulbas (Ain), d'une puissance de 925 MW.

Ceci porte à plus de 2,5 milliards de francs, le montant total des prêts accordés depuis 1967 par la BEI pour la réalisation de 13 centrales nucléaires en France, en Allemagne fédérale, en Belgique, au Royaume-uni et en Ita-

lie. Mais un énorme projet de financement du nucléaire européen va voir le jour. Il consisterait à verser chaque année, la somme totale des prêts accordés depuis 1967. Ainsi, par le biais d'Euratom cette fois 2,5 milliards de francs contribueraient chaque année à accroître le poids du nucléaire en Europe.

Ainsi, pour une part non négligeable, le sort de l'industrie nucléaire se joue à Bruxelles dans le cadre de la CEE. C'est pourquoi un certain nombre d'associations écologiques européennes ont fondé il y a deux ans le Bureau européen de l'Environnement (1), dont l'une des tâches est de contrecarrer les grandes manœuvres nucléaires de la CEE.

Vincent Richet

(1) Le Bureau européen de l'Environnement est composé de plus de 40 associations écologiques établies dans les pays membres de la CEE. BEE, 31, rue Vautier, 1040 Bruxelles.



Etats-Unis : la guerre bactériologique a commencé

Un homme est mort à San Francisco des suites d'une attaque bactériologique simulée en 1950. Plusieurs autres cas de pneumonie et d'une maladie cardiaque assez rare sont imputés à de telles expériences. Ces révélations sont faites par « Newday », quotidien de Long Island (New York) : entre 1950 et 1966, le Pentagone a effectué à l'insu du public dans plusieurs grandes villes américaines, des exercices de guerre bactériologique simulée.

Le but de l'opération était de tester la capacité de détection de l'armée US et la vulnérabilité des Américains en cas d'attaque bactériologique. La substance employée, Serratia Marcescens, est considérée par l'armée comme biologiquement inoffensive. L'US Army reconnaît toutefois que « pour certains individus incapables de s'immuniser à la plupart des maladies, le Serratia Marcescens pourrait théoriquement agir comme facteur déterminant et entraîner une infection ».

Ces jeux d'apprentis-sorciers ont été interdits par une directive présidentielle en 1969. Combien d'Américains en gardent-ils des séquelles ?



LES PERES NOEL DANS LA RUE

Avec leurs hottes, leurs bottes, leurs houppelandes rouges et leurs barbes blanches, les Pères Noël ont l'espace de deux froides heures emprunté le pavé de Paris. Mise sur orbite par les Amis de la Terre et Paris-Ecologie, cette manifestation insolite était un cri de révolte contre le Noël du fric et la fête frelatée. Dans le quartier des grands magasins, ces temples de la société de consommation, et au son d'une musique tristounette, des centaines de pères, des mères et d'enfants Noël ont lancé leur message d'adieu : « Si cette course au travail et à la consommation, qui s'achève dans le gaspillage, la pourriture et la pollution, on n'en voulait plus ? » Ce grand départ des Pères Noël était le coup d'envoi de la campagne des écologistes pour les élections municipales à Paris.

Mais les passants, l'air affairé, les bras chargés de paquets multicolores et enrubannés, n'ont jeté qu'un œil distrait à ce curieux défilé. Il ne suffit pas de scander « nous on s'amuse, eux ils s'emmerdent » et de semer des confettis à tous vents pour que la fête commence.

L'ambiance devait quand même être trop festive pour le goût des forces de l'ordre. Sans sommation, les flics ont, en sauvages qu'ils sont, chargé et matraqué une foule paisible avec des enfants, qui dansait place de la Caussonnerie. Un rappel à notre bon souvenir que la police aussi pue, pollue et fait des bosses sur les crânes.

Laurent Samuel



LE NOEL DE MOUNA

Mouna, le champion de l'exhortation publique universellement connu sur la place de Paris, a l'habitude de se faire embarquer par les flics. Mais pas de passer la nuit de Noël au poste. Il était vendredi soir devant Notre-Dame, et apercevant des enfants de chœur qui vendaient des disques, il s'en est pris au mercantilisme clérical en s'écriant « c'est la maison du fric, ici ». Ça n'était pas du goût du curé qui a fait irruption de son presbytère pour appeler les flics. Devant les passants indignés, dont certains criaient « Vade retro Satanas », le tribun a été absorbé par le car de police. Pour certains chrétiens, comme dirait Brassens, l'évangile c'est de l'hébreu.

L'ATOME SUISSE

Le canton de Berne vient d'accorder le permis de construire pour le réacteur BMR (General Electric) de 1 140 MWe à Graben. Le promoteur, BKW (Bernische Kraftwerke AG), doit néanmoins encore recevoir l'autorisation fédérale, concernant la construction de l'« îlot nucléaire », qui ne devrait pas survenir avant 1978. Sur le site, gardé pour éviter toute intervention des opposants, les premiers travaux ont commencé. Graben doit comporter deux réacteurs (1140 et 1100 MWe). Le projet a démarré en avril 1974.

A Kaiseraugst, les constructeurs (BBC, Getcof, CEM) ont remis, pour étude, un nouveau dossier de sûreté aux autorités fédérales. Le permis de construire pour la partie nucléaire est attendu pour l'automne 1977 ; la mise en fonctionnement industriel de la centrale pour 1982. Un centre d'information nucléaire destiné au public sera ouvert avant la fin 1976. Kaiseraugst est un projet de 924 MWe, réacteur BWR. Il aurait dû entrer en fonctionnement en 1978.

A Goesgen, la Kraftwerk Union AG (KWU) achève la construction d'un réacteur PWR (Westinghouse) de 960 MWe. A la fin octobre, les premiers éléments du transformateur principal sont arrivés sur le site, et la mise en place des structures internes de la tour de refroidissement est en train de s'achever. Tous les bâtiments du réacteur sont terminés, et des essais ont eu lieu au mois d'août. Il semblerait donc que seront respectées les dates prévues pour la mise

ENQUETE SUR WINDSCALE

Le gouvernement britannique a annoncé le 22 décembre une enquête au plus haut niveau sur le projet d'extension de l'usine de retraitement nucléaire de Windscale. C'est le premier ministre James Callaghan en personne qui a persuadé le Cabinet de prendre cette décision. Annoncé devant la Chambre des Communes par Peter Shore, secrétaire à l'environnement, l'ouverture de l'enquête a été sur le champ accueillie comme un grand succès par les écologistes. « Cette décision est une victoire du bon sens et de la prudence. C'est le meilleur cadeau de Noël que nous pouvions recevoir », commente Tom Burke, des Amis de la Terre londoniens.

Au nom de la défense de l'économie, de l'emploi et de l'exportation, le secrétaire à l'énergie Tony Benn, et le chancelier de l'échiquier Dennis Healey s'étaient en vain opposés à l'enquête. Plusieurs députés ont également exprimé leurs inquiétudes. Il est presque certain que la Grande-Bretagne va perdre un contrat avec le Japon pour le retraitement de 2000 tonnes de déchets nucléaires.

Bill Maxwell, secrétaire des syndicats de l'usine de Windscale, explique : « Emotionnellement je me sens déçu et désenchanté et pourtant je reconnais que pour qu'il ait confiance dans cette industrie, une enquête publique était nécessaire ».

source : « Daily Express »,
23 décembre 1976

L'uranium à la cantine

Les travailleurs de Comurhex, usine de transformation de l'uranium à Pierrelatte (Drôme), se sont mis en grève le 22 décembre. Motif : pollution radioactive. Des traces inquiétantes d'uranium et de fluor ont été en effet constatées dans l'eau d'alimentation de la cantine de cette filiale de Pechiney-Ugine-Kuhlmann.

Selon les responsables CFDT de l'usine, qui emploie 300 ouvriers, une quinzaine d'ouvriers ont souffert de maladies suspectes et de fortes poussées de fièvre au cours des deux derniers mois. Ils ont dû interrompre leur travail pendant deux à trois semaines. L'uranium et le fluor, toujours selon la CFDT, ont pu se répandre dans le sous-sol et chez les voisins. En attendant, les ouvriers de Comurhex boivent de l'eau minérale à la cantine. Sans supplément de prix.

en fonctionnement, fin 1977. Un réacteur BWR (General Electric) de 940 MWe est construit à Leibstadt par BBC/Getcof. On en est à la construction du bâtiment-réacteur. Mise en fonctionnement prévue pour fin 1978.

Deux centrales nucléaires de puissance fonctionnent en Suisse, celle de Bernau, qui comprend deux réacteurs PWR de 350 MWe chacun, et celle de Mühleberg, un seul réacteur BWR, de 306 MWe.

L'opposition est active. Les informations qui précèdent, sous des dehors « objectifs », pourraient bien se révéler d'un « optimisme » dépassé. Notamment en ce qui concerne Kaiseraugst...

E.P.

JIMMY CARTER, PRÉSIDENT VERT ?

La nomination par Jimmy Carter de son cabinet a dissipé quelques illusions sur la profondeur de l'engagement écologique du nouveau Président des Etats-Unis. Il a certes nommé Cecil Andrus, fervent défenseur de la nature, au poste de secrétaire à l'intérieur. Ex-Gouverneur de l'Etat d'Idaho, M. Andrus aura la haute main sur les ressources naturelles du pays, notamment pétrolières et minières, ainsi que sur les affaires indiennes. Carter a par

contre nommé Arthur Schlesinger comme conseiller pour les affaires énergétiques. Ancien secrétaire à la défense de Nixon et Ford, Schlesinger est un partisan de l'accroissement des dépenses militaires et de la fermeté vis-à-vis des Russes. Il a présidé successivement la Commission à l'énergie atomique et la CIA. Autant dire que ce « faucon » ne sera pas un chaud défenseur de l'écologie et des libertés publiques.

CAP COD : LA MARÉE ÉTAIT EN NOIR

« Cette marée noire est la plus grave que les côtes américaines aient jamais eu à subir », estime Russell Train, administrateur de l'agence pour la protection de l'environnement (Environmental Protection Agency). Un pétrolier libérien, l'Argo Merchant, s'est échoué près de l'île de Nantucket, sur la côte est des Etats-Unis, entre New-York et Boston. Les 25.000 tonnes de mazout qu'il contient ne cessent de se répandre dans l'océan autour du Cap Cod. « Il y a beaucoup de pétrole qui fuit », a dit Lynn Hein, commandant des garde-côtes. La nappe de mazout de 160 km de long fait cap sur la Georges Bank, une des zones les plus poissonneuses du monde. Une des associations de pêcheurs demande 60 millions de dollars (300 millions de francs) de dommages et intérêts à la firme propriétaire du bateau. Selon une personne se disant matelot de l'Argo Merchant, qui a téléphoné au service des gardes-côtes à Washington, le pétrolier aurait été échoué volontairement car « trop vieux et en mauvais état ». Les autorités réservent leur diagnostic.

SAUPOUDRAGE MINISTÉRIEL

Plan de relance de la lutte anti-bruit ; enquête sur la sécurité dans l'industrie chimique ; réseaux automatiques de contrôle de la pollution de l'air ; recyclage des déchets industriels ; aide aux jardins familiaux ; aménagement des zones périphériques des parcs nationaux... Réuni le mercredi 23 décembre, le Comité interministériel d'action pour la nature et l'environnement (CIANE) s'est amusé à répartir entre une cinquantaine d'opérations la somme fabuleuse de 54,3 millions de francs. C'est le FIANE (Fonds d'intervention et d'action pour la nature et l'environnement) qui a eu l'extrême obligation de mettre ces crédits à la disposition du ministère de la qualité de la vie. Entre autres mesures-chocs, on note la création de quatorze nouvelles brigades contre le bruit des automobiles, et la limitation des sirènes d'ambulance et de police pendant la nuit.

LE PRIX D'UNE VIE

Les ingrédients chimiques nécessaires à la fabrication d'un être humain, rapporte un quotidien régional du centre-est, coûteraient 30 millions de francs français. Un chimiste de Zurich vient de le calculer.

S'il suffisait de quelques francs pour purifier l'eau nécessaire à la confection de plus de la moitié du corps, les ennuis débuteraient avec des substances indispensables dont le prix est actuellement élevé telle l'albumine, par exemple, qui coûte 18 francs français le gramme. Si seulement les crédits étaient débloqués...

L'homme chimique serait cher, donc. Mais la femme encore plus. Son corps contient certaines hormones aux prix exorbitants : la « FSM » (qui régularise les cycles menstruels) revient à 24 briques le gramme, et l'hormone prolactine (qui provoque les montées de lait) coûte 88 briques le gramme. C'est cher, et ce n'est pas aujourd'hui que l'on pourra se procurer à la Samaritaine de parfaits humanoïdes obésants... Mais demain ?

On croit rêver ! Et le journaliste des « Dépêches de Dijon » en déduit « qu'il est évident qu'à ce prix, on s'en tiendra encore longtemps à des procédés de reproduction bien connus, qui ont fait leurs preuves sans ruiner ceux qui veulent élargir leur famille, ni forcer les pauvres à se contenter de garçons bien

LE COMMUNISME PRIMITIF

Les ouvrages de Préhistoire, qui abondent en détails de toutes sortes, ne traitent jamais des mécanismes monétaires. Certains historiens s'en étonnent, sans avoir recherché si, justement, cette absence ne s'en étonnent, sans avoir recherché si, justement, cette absence ne serait pas la preuve, qu'à cette époque, la monnaie ne pouvait pas exister en raison de facteurs opposés à son existence.



L'homme est par essence un animal sociable. Les spécialistes de la paléontologie et de l'ethnologie affirment que son quotient intellectuel n'a pas varié depuis le Neanderthal. On peut supposer, qu'au moment où se constituent les familles, les hordes, les clans, les tribus, dans ce cadre organisé comme l'est une fourmilière ou une ruche, les hommes se partagent les aliments et les fruits de leur labeur dans un esprit communautaire d'où étaient absents les notions de propriété individuelle, d'échange et de monnaie.

A cette époque, appelée « communisme primitif », il n'existait que le don, et une organisation sociale avec un esprit que l'on retrouve encore de nos jours chez certains peuples d'Afrique, d'Amazonie, du Pacifique, qui n'ont été ni souillés, ni pervertis par la civilisation barbare du fric qui pourrait tout là où ce fléau existe. Renaissant de ses cendres, via une longue filiation à travers les Cités du Soleil, ashrams, Républiques éphémères du Moyen-Age, les Gitans, certains peuples indiens d'Amérique, Communes, Clubs des Egaux, Soviets, ce communisme, à base d'économie distributive et d'auto-gestion, reprend de nos jours une nouvelle vie chez les hippies, les marginaux, les écologistes, les communautés de toutes sortes, sous forme d'un Mouvement que l'on peut comparer à celui de la grande marée d'équinoxe dans la baie du Mont Saint-Michel.

Les partisans de l'Economie Distributive qui, de Bellamy à Dubois jusqu'aux groupes militants actuels, essaient dans toutes les régions de France et à l'étranger, apportent, à ce profond et puissant courant, qui a poursuivi sa maturation tout au long des siècles, une base scientifique adaptée aux temps modernes.

(extrait du bulletin GERA,
33, rue des Vignolles,
75020 Paris)

meilleur marché ». Grand fou et petit coquin, va !

Ce dont je suis sûr, c'est que ce chimiste de Zurich n'est pas à l'aise dans sa peau, mais alors pas du tout ! Passer son temps à de tels calculs ! Encore un pauvre type qui jouit dans les cornues... Le monde devient de plus en plus dingue.



CONTRE L'AMOUR:

La Révolution Amoureuse

Encore une fois, Françoise d'Eaubonne a coiffé tout le monde au poteau : c'est elle qui a répondu la première à mon papier-épanchement-provocation-question (voir « Attention Indécence », G.O. n° 136). Quelques autres lettres ont suivi. Merci Françoise, merci les autres. Il y a plusieurs points avec lesquels je ne parviens pas à être d'accord, dans le texte ci-dessous, d'autres dont j'admi-

re la profondeur, la sensibilité, la fougue. Envoyons-nous des fleurs mutuellement, ça fait toujours plaisir... J'ai décidé de ne pas « répondre » aujourd'hui. Je trouve que ça serait un peu trop facile, ce duo de deux rapides de la machine à écrire, et fastidieux, voire frustrant pour le lecteur. Je préfère attendre vos réactions à vous tous et toutes et les publier sur de nombreuses semaines (jusqu'à

ce que les copains me disent « eh ! oh ! il y en a marre, c'est pas très politique, tout ça ! » mais je crois que ça n'arrivera pas de sitôt : lecteurs et rédacteurs de la G.O. ont conscience de l'importance du problème). C'est fait pour ça, la G.O. : Arthur, moi ou d'autres, c'est notre boulot, on écrit des trucs qui nous tiennent à cœur. Mais en écrivant, on a toujours conscience de

s'adresser à un multiple quelqu'un qui nous vaut bien toujours et nous dépasse souvent. Les réactions, réponses, de ce quelqu'un, ce sont elles qui font la vie de cet hebdomadaire. Ecrivez ! Ecrivez ! « La Gueule Ouverte » ne sera un bon journal que quand elle sera faite autant par ses lecteurs que par l'équipe de rédaction.

Isabelle

CHERE Isabelle, bonjour, Je ne voudrais pas prendre l'allure d'une contradictrice systématique et personnelle. Nous venons d'échanger une correspondance polémique intéressante sur la question « violence » et « non-violence » à laquelle je consacre mon prochain bouquin. Mais cette fois-ci, il ne s'agit pas de ça. Je lis sur le dernier numéro de la G.O. ton texte « Indécences » qui m'a fait bondir. Je me dis : « Non, je ne vais pas encore embêter Isabelle ». Je pense que tu auras un suffisant courrier à ce sujet. Et puis je me dis qu'en effet il y a là quelque chose de tellement mal compris, tellement lourd de malentendus, de jamais formulé, qu'il faut quand même, peut-être... Et puis crotte, il y a surtout ceci : ça me touche au vif, et je ne peux m'empêcher de réagir. C'est seulement un peu con de le faire après tant de discussions à un autre niveau. Mais après tout, ne suis-je pas encore ici victime de la parcellisation propre à notre société ? Pourquoi serait-ce à un niveau différent ? Est-ce que ce n'est pas un tout, le point de vue, l'optique à laquelle chacune de nous se réfère ? Est-ce que ce n'est pas pour la même raison que je suis navrée en te voyant parler de « système politique » (moi qui

suis anti-système radicale !) pour ma prise de position : soutenir, politiquement, le « terroriste » poursuivi par le terrorisme des Etats policiers (et du système) et que je suis révoltée en te voyant (avec les meilleures intentions du monde) revenir par la bande à l'idée de couple, de propriété d'un être par un autre, de schéma amoureux classique et tout ce qui a non seulement empoisonné la société mais contribué à asservir les femmes par elles-mêmes et en elles-mêmes, encore au-delà de l'oppression masculine individuelle ?

le mythe de la vie privée

Je ne puis rester silencieuse en lisant un tel article qui, dans un journal qui va si loin, et qui est le seul à aller si loin, constitue une nostalgie du tunnel dont nous sortons à peine - nous, les marginaux - et ne sommes pas encore sortis, et où restent enfoncés des masses de pauvres bougres qui entendent partout d'aigres voix crier : « Petits polissons, voulez-vous bien revenir ? » Il y a une grande vérité, au moins, au

début de ton papier. C'est qu'en effet on est bien plus disposé à parler sexe qu'à parler cœur, que l'amour, le sentiment, n'est jamais remis en question pour la bonne raison que ceci (là c'est moi qui parle) tient dans l'univers langagier de la révolution la place que tenait autrefois le sexe (ou la religion) dans la théorie idéologique (donc contraire à la vie) de la révolution d'hier. « Religion, sexe, c'est la vie privée », répondait-on à Kollontaï. Et de façon plus logique : « Le socialisme, c'est pas le bonheur garanti, c'est la fin du malheur obligatoire ». Bon !

Aujourd'hui, au contraire, depuis les mouvements du désirant et du refus qui ont repris en tempête le vent de mai 68 en 1971, les « sauvages » de l'écologie, des femmes, des homos, ont découvert dans la résurgence du vieil anarchisme que la « vie privée » était un mensonge, que le cul était politique, que la religion était contre-révolutionnaire ; bon encore !

Mais le mythe de la vie privée se maintient encore à ce niveau-là, comme le prouve la réponse de ton frère, quand il s'agit de sentiment. L'amour n'est ni révolutionnaire ni contre-révolutionnaire, il est singulier, dit-on, il ne peut concerner que toi et Untel ou Unetelle, on en a rien à foutre d'en

discuter « politiquement », etc. Tel est donc le dernier rempart de la fameuse « vie privée », dernier mythe petit-bourgeois, que tu as raison de dénoncer.

Il y a pourtant une erreur qui déjà se glisse dans tes prémisses. Tu dis que l'on a franchi tous les tabous au niveau du sexe, du moins en paroles. Or, à part notre milieu, vraiment à la frange du reste, ce n'est pas vrai. Voir le dernier livre de Xavière Gauthier, qui a été jusqu'à scandaliser des gens de ce même milieu, « Dire nos sexualités » (éditions Galilée). Il débute par un excellent sottisier des déclamations des sexologues, des essayistes, des écrivains prétendument libérateurs contemporains. Oh non, on est loin du compte. Mais passons !





**« Si on supprime les transports rapides
comment je ferai, moi, si tu es loin
et que j'ai envie de te voir ? »**

**« Eh bien, ma chérie,
est-ce qu'il n'y aura pas toujours
quelqu'un d'autre près de toi
à ce moment là ? »**

(Gébé, « L'An 01 »)

Seconde erreur, qui provient, celle-ci d'une certaine projection que tu fais de ta propre mentalité sur l'environnement général : non, il n'est pas du tout fatal que « ce qui rend heureux, permettant de respirer, bien à l'aise dans sa peau, etc. » ce soit d'aimer et d'être aimé, et que ce qui vous fout par terre ne soit pas la pensée du Chili ou de l'univers carcéral, ni le manque de baise, mais « ne pas être aimé alors qu'on aime encore ». Holà !

aimer, c'est le camp de concentration

Si je généralisais comme toi, si je projetais ma propre mentalité sur les autres et sur mon environnement - marginal ou autre - je dirais, moi :

« Non, ce qui vous empêche de vivre et d'être heureux dans sa peau, qui vous empêche de respirer, etc., ce peut être le manque de baise, surtout chez les mecs ; mais le plus grave, le pire, ce qui vous tire des larmes des yeux aux moments les plus imprévus, vous réveille en sursaut la nuit, vous pousse au suicide parfois - pas comme cette conne de Giroud, ton exemple, mais comme le petit Franchy de 19 ans dont je parlais dans le dernier numéro - c'est bien tel ou tel point précis de notre sanglant merdier général et universel, soit le lointain Chili ou le très proche univers carcéral français - et c'est justement pourquoi je ne veux pas être électoraliste ! Terre et cieux ! s'imaginer que ceci peut être extérieur à nous, secondaire, passer après notre vie privée, et le lire dans la G.O. !!! Je réclame et proclame le droit de dire que les prisons, la justice, le suicide de cet enfant inconnu, c'est ma vie privée !

Secundo, et d'importance ! Aimer et être aimé, ce n'est pas du tout le pied, dans un monde où on ne peut pas trouver le pied, où il n'y en a pas, où il n'y en aura jamais avant la révolution - pas la « société parfaite », attention ! je dis bien « la révolution », la destruction de ce qui nous détruit, le chambardelement : voilà le seul pied que je puisse espérer de mon vivant ! Car, ainsi que l'a dit Bakounine, « le plaisir de détruire est un plaisir créateur ».

« Aimer et être aimé, ce n'est pas du tout la description idyllique d'Isabelle ou d'Intimité : c'est le camp de concentration ! J'y ai porté ma défroque de déportée, camarades ; j'y ai agonisé sous le croc des chiens, dans les chambres à gaz et sur les barbelés

électrifiés. Cependant, il est impossible de ne pas connaître cet enfer-là sous peine d'être « un imbécile et un méchant homme » comme dit le père Hugo, cher vieux.

« Pour résumer : l'amour, d'un être à un autre, dans ce monde où nous sommes, partagé ou pas, est toujours un enfer ; il y a seulement encore quelques naïfs - ou seulement des naïves ? - à s'imaginer, au tout début, que ce n'en est pas un ; ils se réveillent, et vite fait ! »

Voilà, Isabelle, ce que je généraliserais et étendrais au reste du monde si je réagissais comme toi et m'étonnais avec la même candeur que toi de la volonté qu'on a, cheux nous - les révolutionnaires et marginaux - à fuir ce type de problème !

Je ne veux pas tomber dans le même péché et consentirai bien volontiers à reconnaître que ma sensibilité est extrême, mais pas singulière ni exceptionnelle ; car beaucoup, qui abonderont plutôt dans ton sens pour se rassurer eux-mêmes, sentiront les choses à ma manière, plus obscurément, et sans vouloir le reconnaître, par crainte.

Allons donc au fond de la question. Je suis d'accord sur un seul point : au-delà de la fameuse « révolution sexuelle », si mystifiée, il importe de poser le problème de la « révolution amoureuse », mais absolument pas dans le sens où tu sembles la pressentir, qui serait purement et simplement un retour au couple, institution à la base de tous les malheurs de notre soi-disant « vie privée » et malheureusement si intériorisée que nous trimbalons cette nostalgie, - nous surtout, les femmes - dans nos gènes, dans notre peau, dans notre tête et notre esprit. Et moi-même, qui écris ces lignes, connais bien ce « péché originel ».

« Une relation privilégiée à deux intense et chouette » est une tautologie pour parler du couple, du couple dont tu sais très bien, Isabelle, qu'il est impossible et condamné au-delà de quelques minutes, quelques jours, quelques mois. (Quand il se maintient pendant des années, c'est dans le mensonge et souvent le malheur.)

Voilà pourquoi « aimer et être aimé », au niveau du couple, c'est fatalement le camp de concentration et pas du tout les bleuités de « Confiance ».

Il ne s'agit même plus, au-delà d'une certaine conscientisation, de la « propriété bourgeoise » que mettent toujours en avant nos naïfs partisans de « révolution sexuelle ». Il s'agit d'une structure mentale posée dès l'enfance, en même temps que celle de la propriété,

qui aboutit à l'équation suivante : élevé par papa et maman, Tartempion ou Tartempionne forme un moi individualiste qui découvre la propriété et qui, obligatoirement, tendra à recréer un couple. Le seul peuple au monde - en voie de disparition - qui élève le gosse en communauté totale, les Dagon, a des enfants qui développent un « moi de groupe », ne connaissent évidemment pas le couple et ignorent les horreurs de « l'amour ». Mais ils connaissent, bien entendu, celles de la société blanche : la famine, la maladie, l'extermination progressive par un impérialisme à base familiale (et romantiquement dévot de l'amour et du couple : le capital adore Roméo et Juliette).

et pourquoi pas le bébé rose

Je suis désolée, parce que je t'aime bien de déclarer tout net que des articles comme « Indécence » nous tirent en arrière dans le tunnel dont je parle plus haut, vers tous les alibis de colombes et roses que se donnent les vautours.

Cependant, il a l'avantage de poser en effet la question essentielle de la « révolution amoureuse ». Qui doit se faire contre le couple, contre l'illusion de la « relation privilégiée à deux intense et chouette » et non pas en tant que telle, mais en tant que MAINTENUE DANS LE TEMPS - et pourquoi pas débouchant sur le bébé rose dans ses langes, comme dans la bonne presse catholique ?

Ce n'est pas au nom du « sexe libre », c'est au nom de l'homme et de la femme libres que cette révolution contre « l'Hamour » (terme flaubertien) doit s'accomplir.

Il n'est pas question de supprimer l'amour, mais au contraire de l'éten-

dre. Et de savoir que, sitôt connue cette « relation privilégiée » qui est une des chances de l'humain, elle doit être élargie à plusieurs sous peine de disparaître. C'est une telle vérité que la vieille Eglise toujours monstrueusement astucieuse, qui la connaissait bien, en faisait un familialisme : pour que votre amour ne meure pas, tourtereaux, ayez des enfants ! C'était une saloperie mystificative, mais qui partait d'une observation juste. Le ghetto à deux a tôt fait de s'orner de chambre à gaz et de barbelés électrifiés.

Certains, ne voulant parler ni en prose ni en vers, comme M. Jourdain, ont parlé de « couple ouvert ». Non ce n'est pas une solution. Ce n'est pas en « supportant l'adultère » et en le sachant, en le vivant toujours comme tel, ce n'est pas en partouzzant - bien que l'amour triel puisse être une méthode d'élargissement, dans certains cas - ce n'est pas en tenant table ouverte qu'un couple maintiendra « sa relation privilégiée intense et chouette ». C'est à travers l'extension de celle-ci, et bien de celle-ci, à d'autres personnes, qu'ils pourront (ces 2 partenaires) se retrouver encore de temps à autre dans l'éblouissement de leurs débuts, en sachant qu'il n'est pas question d'en faire une canalisation en petites ampoules quotidiennes comme l'EDF aussi menteur, pollueur et assassin que l'Hamour.

Pour terminer par deux citations, je voudrais évoquer Raoul Vaneigem : « Offrir à son amour le lit somptueux de la Révolution » ; et Gébé, dans « L'An 01 » : « Si on supprime les transports rapides, comment je ferai, moi, si tu es loin et que j'ai envie de te voir ? »

« Eh bien, ma chérie, est-ce qu'il n'y aura pas toujours quelqu'un d'autre près de toi à ce moment-là ? »

Françoise d'Eaubonne

ABONNEMENT ETERNNE EXCEPTIONNEL POUR DEUX SEMAINES SEULEMENT

Vous avez oublié d'envoyer vos vœux à tout plein de personnes importantes. Ce n'est pas grave : vous pouvez vous rattraper en leur offrant un abonnement à « La Gueule ouverte » ! Profitez de notre offre exceptionnelle (mais pas altruiste : on a besoin d'urgence d'argent frais pour payer les charges sociales du trimestre écoulé, une petite fortune qui fout le budget par terre stous les trois mois).

deux abonnements de trois mois
(pour deux personnes différentes)
au prix de
60 francs les deux

De préférence, faites ce cadeau à des gens qui ne connaissent pas « La Gueule Ouverte ». Merci. Précisez clairement les deux adresses auxquelles les abonnements doivent être servis.

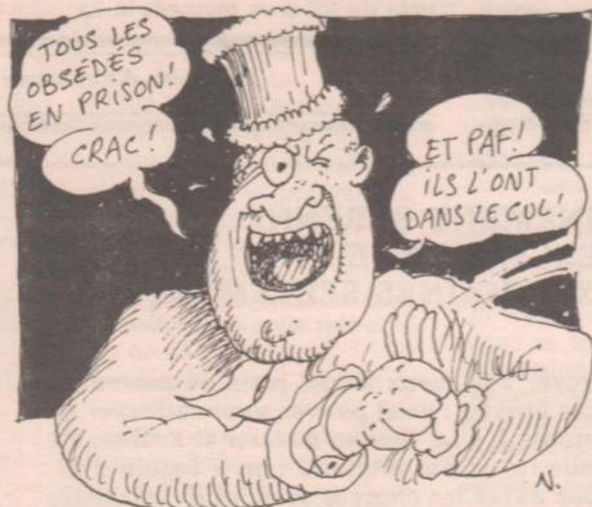
LES PRESERVATIFS DE LA JUSTICE

Quand les juges jouent à « Détective » à propos d'un paquet de capotes anglaises

NANTES, mai 1974. Les premiers beaux jours de l'année rendent la vie en HLM plus oppressante que jamais. Les jeunes du quartier des Devallières étouffent dans leur univers de béton. Ils ont envie de goûter la nature, de renifler un peu le printemps. Le petit groupe cherche une retraite à la campagne pour y passer le week-end. L'un d'eux a une idée : la maison des jeunes du quartier pourrait peut-être leur prêter le pavillon de Conquereuil, à 60 km de Nantes, qu'elle loue justement pour les activités de plein air. Le président de Maison de jeunes donne son accord à une condition : un éducateur devra être présent pendant les week-ends.

« ils couchaient par couple »

Léon Lanoé, éducateur de prévention, accepte d'accompagner le groupe de jeunes. Il les connaît bien : il travaille avec eux dans le quartier depuis un an. Il sait donc que ces sorties bucoliques seront aussi, pour les adolescents de 15-17 ans, une joyeuse occasion d'avoir des relations sexuelles dans un cadre un peu plus agréable que les caves du HLM. Prudent, il organise une petite réunion préliminaire pour les informer des risques de grossesse et des méthodes contraceptives. D'un commun accord, le groupe décide d'acheter des préservatifs avant de se rendre à Conquereuil. Comme les jeunes n'osent pas entrer chez un pharmacien, Léon Lanoé fait lui-même l'achat d'un paquet de capotes...



Ça lui a coûté quatre mois de prison avec sursis. Un père indigné a porté plainte. Le 6 avril dernier, le Tribunal de Nantes déclarait Léon Lanoé coupable d'incitation à la débauche. La semaine dernière, la Cour d'appel de Rennes a confirmé cette condamnation. Pour prouver la dangereuse immoralité de l'éducateur, le Tribunal de Nantes s'était attardé avec une conscience professionnelle rare sur les moindres détails des week-ends. La longue liste des attendus de l'audience est révélatrice de l'état d'esprit des juges. On lit notamment : « attendu que lors de l'enquête préliminaire, les jeunes qui avaient participé à ces rencontres (suivent les prénoms et âges) ont unanimement déclaré que le soir, dans l'une des chambres, les lits superposés étaient rapprochés et qu'ils y couchaient par couple sans toutefois changer de partenaire ; que lors des débats certains de ces mêmes

jeunes cités comme témoins par la défense ont affirmé ne pas reconnaître certaines phrases figurant dans leurs déclarations initiales, notamment en ce qui concerne le rapprochement des lits. Attendu qu'il importe peu en fait que ceux-ci aient été rapprochés ou non, puisqu'il est établi : que les jeunes couchaient par couple dans une même chambre, que les préservatifs se trouvaient dans le tiroir d'un meuble à la disposition des garçons, qu'enfin l'accompagnateur ne pouvait ignorer ce qui se passait, et ce d'autant moins en ce qui concerne Léon Lanoé ; que selon Elisabeth A., « il avait couché avec eux tous dans une chambre et comme il y avait un garçon qui n'avait pas de partenaire féminine, il s'était trouvé à côté de ce garçon » ; et selon Doris D. à l'audience : « il avait lors d'un week-end d'octobre amené son amie et avait couché avec elle dans la chambre dite des couples, avec d'autres couples, les jeunes qui n'étaient pas par couple (dont elle-même ce jour-là) dormant dans l'autre chambre »...

Entre policiers et prolétaires

Pour étayer sa condamnation, le Tribunal de Nantes déclarait enfin : « Sans méconnaître la tâche ingrate d'un éducateur et les situations délicates auxquelles il est confronté du fait du milieu social, des défaillances familiales et également du changement des normes sociales, il convient de considérer qu'un éducateur, même en l'absence de mandat et ne représentant aucune institution, doit conserver dans la rela-

tion qu'il entend établir avec les jeunes un aspect pédagogique et moral ». Les travailleurs sociaux, et surtout les éducateurs en prévention, avaient protesté contre cette condamnation : « Du point de vue de ceux qui dirigent et qui pensent pour les autres, le travailleur social doit être l'agent d'intégration, celui qui ramène les délinquants à leur place de jeunes prolétaires ».

L'éducateur en prévention est en effet partagé entre les règles du jeu social et la réalité quotidienne des exclus du même jeu. Un travail ingrat et contradictoire : « Entre les aspirations des jeunes et la place que leur assigne la société, il y a une contradiction fondamentale », déclare le Comité de soutien à Léon Lanoé. « Placés au cœur de cette contradiction, les éducateurs sont amenés à choisir. La connaissance



vécue des conditions de vie de la jeunesse populaire les amène à considérer ses aspirations comme légitimes même si elles sont de fait opposées à l'ordre établi et à la loi qui le garantit ».

Le jour du procès en appel, près de 3500 éducateurs venus de tous les coins de France ont défilé dans les rues de Rennes en criant : « Nous ne serons pas les flics de la jeunesse ». Pendant ce temps, la Cour d'appel, qui siégeait devant un public limité, reconnaissait Léon Lanoé coupable d'incitation à la débauche et concluait par ces mots : « Les théories personnelles de Léon Lanoé dépassent de loin l'enseignement autorisé par la loi en la matière »...

Dominique Simonnet

L'Eco-Angélisme

UNE phrase que j'ai souvent entendue quand j'étais même : « La fin justifie les moyens... » On disait aussi : « qui veut la fin veut les moyens ». Il ne faisait pas bon, en ces temps reculés, interroger les grandes personnes sur l'utilité des rafles, des V 2 et des bombardements « en tapis », des tortures ou de la première bombe atomique. Si vous n'étiez pas d'accord, c'est que vous apparteniez à l'autre camp, où on faisait des atrocités bien pires, etc. La fin (votre tranquillité) justifiant les moyens (un grand lâche silence), il ne vous restait plus qu'à compter les points en constatant que les moyens les plus stupides ont le don de devenir, par la grâce de leur stupidité même, leur démesure, par exemple, le signe absolu... qu'ils sont justes.

Drôle d'éducation ! J'en connais d'ailleurs quelques uns qui ne s'en sont pas remis...

Un peu plus tard, quand on a commencé à s'interroger vraiment sur les camps de concentration soviétiques, la justification des moyens par la fin s'est trouvée contrebalancée par une nouvelle formule : « Les moyens préjugent de la fin ». Employer la répression comme mode principal de gouvernement n'indique pas spécialement un projet de société où on virait sans ennemis, et comme au pluriel... Ce fut un beau réveil, encore que teinté de moralisme. Notre sensibilité à l'égard du « préjugé » des moyens a pris, depuis, un bel essor. C'est dans nos milieux, je crois, qu'elle a été le plus poussée. Je ne suis pas pour le regretter, naturellement, mais cela pose quelques nouveaux problèmes.

Prenez le succès de Brice Lalonde aux élections du V^e

arrondissement de Paris. Il apparaît à beaucoup d'entre nous comme un super-piège. Ou'avons-nous de commun avec des pourcentages, et d'une manière générale avec le principe de la délégation de pouvoir ? Et même : pourquoi devrions-nous tout à coup nous compter ? Que vaut l'argument du nombre, auquel on se trouve soudain émarginer ? Et qu'on ne vienne pas nous dire que les élections seront valables le jour où, ayant obtenu 60% des voix, on pourra supprimer l'élection. C'est de la littérature : dans ce cas, les absents, qui ne sont pas a priori des citoyens moins intéressés que les autres, la suppriment bien plus efficacement !

On me fait remarquer que l'ennui, dans ce type d'argumentation, c'est qu'on n'offre pas aux militants de voie précise pour s'employer. Hé, camarades, il ne s'agit pas d'employer les gens à n'importe quoi, ni même de les « employer » du tout ! Mais passons. Le plus ennuyeux, en vérité, n'est pas là. Il est dans le fait qu'en se branchant sur des moyens « purs » on préjuge d'une fin toute de pureté. Dans le fait d'un éco-angélisme qui applique à toutes nos actions une casuistique de la sainteté.

On ne peut pas tout justifier au nom de l'audace de se salir les mains, bien sûr ! Cette audace-là n'a jamais profité comme chacun sait qu'aux audacieux. Mais quoi ? Est-ce d'une société où on ne pourrait plus se tromper que vous rêvez ?

Des justes, encores des justes, toujours des justes...

Si on parlait un peu du droit à l'erreur ?

Lambert

DES OBEISSONS IL EN RESTERA TOUJOURS QUELQUE CHOSE



Variations
sur
les capacités subversives
du mot
« non »



Il y a quelques jours se sont réunis à Besançon les isolés de la désobéissance civile. Leurs récits sont assez jouissifs. A suivre avec imagination.

Pour la seule ville de Turin, c'est à la cadence de mille par jour que parviennent les mandats postaux « autoréduits ».

On en est pas encore là en France. Mais cela commence à venir. C'est si vrai que ceux qui pratiquaient jusqu'ici de façon locale la « désobéissance civile » - un peu éberlués par les perspectives que cela leur ouvrait - ont jugé utile de se rencontrer à l'échelon national. C'était à Besançon il y a quelques jours et ce qui s'y est dit est de première importance.

Parmi les intervenants, Jeaningros, délégué CFDT de chez Lip, nous a montré avec un talent de conteur incontestable ce que pouvait être une expérience de désobéissance civile en forme d'autogestion.

joyeux lurons en ont profité pour réclamer des transports en commun gratuits pour les chômeurs. Réponse gênée du maire et de ses conseillers, mais réponse de toute façon sans importance, puisque trois groupes de deux cents personnes avaient déjà envahi les bus sans bourse délier !

Autre action de choix : l'attaque du train de 9 heures 45. Avec la complicité de syndicalistes cheminots, les Lip ont décoré à leur façon les wagons de la respectable Société nationale des chemins de fer français. Des centaines d'affiches (la colle, toujours la colle !) ont donné un petit air de fête à un train beaucoup trop préoccupé de respecter les horaires pour songer habituellement à pareilles balivernes.

Vous connaissez sans doute le monopoly ? Eh bien les Lip ont quelque peu

se fasse à moyen terme. De fait, un début d'exécution avait eu lieu, certains ouvriers s'étant mis à fabriquer des sous-ensembles de briquets pour Flaminare. « Mais pourquoi ne pas passer de la fabrication d'engins de mort à celle d'instruments permettant de protéger la vie ? » L'idée semblait bonne, on s'est mis à la creuser... pour le plus grand profit de la médecine et de la chirurgie (cf G.O. n° 129). En effet, les travailleurs de chez Lip ont mis au point un cristallin artificiel et une microsoudure permettant d'attacher très rapidement les fils après une opération de l'œil. Dans le domaine du cerveau, on a inventé une « pince universelle » coupant et disséquant tout à la fois. Grâce à la mise au point d'une pile fonctionnant sans interruption pendant trois à quatre années - et prévue à l'origine pour les montres à quartz - on a pu miniaturiser les stimulateurs cardiaques et éviter par la même occasion les fastidieux contrôles nécessités par les anciennes piles. Comme le remarquait Jeaningros : « Avec la vie de dingues que nous menons tous, ce sont plus de 15 000 stimulateurs qui sont posés chaque année. Voilà au moins un domaine dans lequel il n'y a pas de problèmes de débouchés ! ».

Quoi de plus encombrant et d'inhumain qu'un rein artificiel ? Comme la plupart des appareils médicaux, il est conçu en fonction des profits que peuvent en tirer ceux qui le fabriquent. Les chercheurs de chez Lip raisonnent inversement et essaient avant tout d'éviter au malade les longs séjours à l'hôpital. Ils se sont donc lancés dans un travail de miniaturisation des parties annexes du rein afin d'en permettre l'emploi à domicile...

Voilà où l'on en est dans cette usine prise en charge par les travailleurs à tous les niveaux. Tout commentaire serait superflu, mais il n'est pas inutile de faire en sorte que cela se sache car c'est peut-être à partir d'exemples comme celui-là que l'esprit revient aux hommes. (à suivre)

Jean-Louis Soulié

« Non ! ». Fichtre qu'il est beau ce mot lorsqu'il est l'expression d'une « volonté d'être » face à ce qui nous écrase. Ce n'est pas que je crache sur son compère le « oui », mais il est trop bien noté celui-là, trop bon élève, et puis il souffre d'une incapacité désespérante à sortir de son éducation classique.

Tandis que l'autre ! Bigre quel loqueteux.

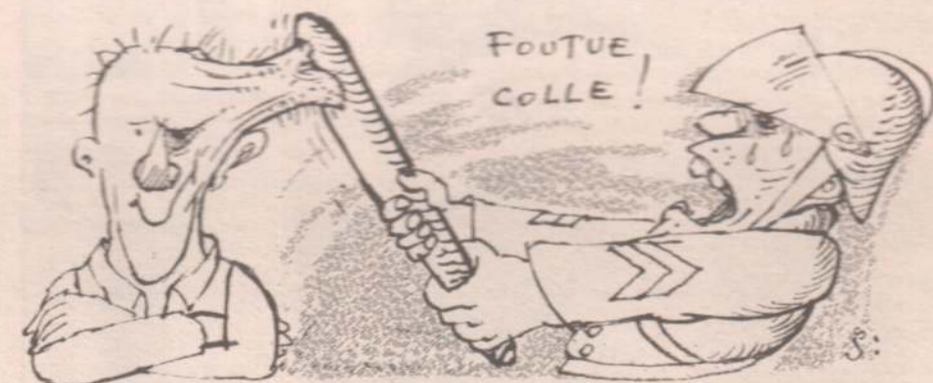
Vêtu de ses oripeaux, il traîne derrière lui un tel lot d'incompréhension qu'il en est touchant le bougre. Touchant, mais sacrément dangereux à manipuler.

C'est qu'avec le « non » on porte atteinte à la sacro-sainte autorité dans la mesure où tout pouvoir nécessite la participation de ceux sur lesquels il agit. Or il se trouve que certains commencent à regimber.

Pour eux, désobéir c'est se débarrasser de cette autorité sécurisante qui fait payer sa protection par la soumission et l'arbitraire.

Alors ils agissent. Il y a bien sûr le lot habituel des insoumis et objecteurs de conscience, mais aussi ceux qui déduisent une partie de leurs impôts, celle qui correspond au budget de l'armée, pour la reverser aux paysans du Larzac, ceux qui refusent les vaccinations obligatoires, ceux qui ne paient plus 6 % de la facture EDF parce que celle-ci utilise les ours pour en faire des centrales nucléaires, ceux qui occupent leurs usines...

En Italie le phénomène prend des proportions extravagantes. Les tarifs des bus augmentent ? On imprime de faux tickets. Des appartements sont vides ? On les occupe.



Car si à Palente la notion de désobéissance civile, comme le fait malicieusement remarquer Jeaningros, n'existe qu'inconsciemment au niveau du concept, la pratique, elle, est bien au point.

Tout a commencé par le collage collectif des lettres de licenciement à la Préfecture. L'action serait restée symbolique si les Lip n'avaient mis les rieurs de leur côté en utilisant une colle de leur fabrication et capable de résister à tous les solvants connus. Il fallut recourir à l'usage des chalumeaux ! Dans la foulée - et puisqu'on avait encore de la colle sous la main - on s'est attaqué aux parcmètres de la ville - que l'on a badigeonné à qui mieux mieux. Inutilisables les parcmètres. « Tâchez de revenir souvent ! » s'est écriée unanime la population émerveillée.

A la suite de cette affaire le contact avec la municipalité était pris : nos

adapté la formule de ce jeu pour faire connaître leur lutte. Ils ont créé le « chômageopoly », dont le but est de démonter un à un tous les rouages de l'administration judiciaire dans les cas de procédure de licenciement ou de fermeture d'entreprise. Ce sont des ouvriers occupant leur imprimerie qui se chargent de l'impression, et les coffrets - montés au début par les menuisiers vosgiens en grève - le sont maintenant par des travailleurs du plastique en « période d'occupation d'usine ». Plus de trois mille jeux ont déjà été commandés, et à l'allure où vont les choses on envisage la création d'équipes de nuit pour satisfaire la demande (1).

En 1973, certains avaient été choqués par le redémarrage du secteur armement à l'usine de Palente. La CFDT était alors intervenue auprès de Neuschwander afin que la reconversion

(1) Les Lip cherchent un point de vente par département afin de faire connaître et vendre leur jeu : si cela vous tente, faites-vous connaître !

LA BATAILLE DE SANRIZUKA

Le Japon, du point de vue pollution, c'est le nec plus ultra : l'industrialisation à l'américaine avec la surpopulation en prime. Les écologistes japonais existent, nous les avons rencontrés. Nous les rencontrerons encore le 5 janvier à 20 h 30 au cours d'une conférence de presse publique (8, villa du Parc Montsouris, 75014 Paris). Ils nous ont parlé des luttes dans leur pays, surtout de la lutte anti-nucléaire. Le CRS de Malville, à côté du CRS nippon, c'est presque un enfant de chœur.

Le militant nippon ne rigole pas : il a construit une tour du côté de Tokyo pour empêcher les avions de se mouvoir gracieusement dans le ciel, et ce depuis cinq ans. Des indices nous laissent à penser que 1977 pourrait bien être une année déterminante comme on dit, nous avons des sources sûres, surveillez bien les journaux. Gens de Roissy, oyez un peu la chanson de geste écologique des Japonais, et prenez exemple.

EN 1965, le gouvernement japonais prit la décision de construire un nouvel aéroport international. Cette décision était, comme beaucoup d'autres à l'époque, fortement influencée par la guerre du Vietnam, les Etats Unis utilisant le Japon comme base militaire. De ce fait - et en partie aussi à cause de l'expansion économique sans précédent que connaissait alors le Japon - l'aéroport international de Haneda, à quelques kilomètres au sud de Tokyo, s'était avéré très insuffisant. En 1966, on choisit le site du nouvel aéroport : Tomisato, localité rurale à 60 km de Tokyo. Mais il fallut peu de temps au gouvernement pour comprendre que les paysans de Tomisato, issus d'une longue tradition de révolte paysanne, ne se laisseraient pas faire, et qu'il valait mieux essayer ailleurs.

le refus paysan

On choisit donc Sanrizuka, qui semblait une proie plus facile : autrefois terrain de pâture pour les chevaux des seigneurs impériaux, un tiers du site prévu appartenait encore à l'Empereur, peu susceptible de faire obstacle au projet. De plus, Sanrizuka n'était cultivé que depuis la deuxième guerre mondiale, son sol volcanique ayant découragé tout effort de mise en valeur agricole pendant des siècles. En 1945 cependant, le gouvernement avait réussi à persuader quelques paysans miséreux de s'y installer.

On se dit donc qu'on pourrait tout aussi facilement persuader ces « nou-



veaux venus » de s'en aller. C'était compter sans la réaction des paysans : après s'être éreintés pendant vingt ans sur une terre aride, travaillant de jour et de nuit avec des outils généralement empruntés, trompés plusieurs fois par les experts agricoles du gouvernement sur les types et les modes de culture, les paysans de Sanrizuka dans leur grande majorité ne furent ni tentés ni impressionnés par les nouvelles offres gouvernementales.

Dès le 22 juin 1966, lorsque le gouvernement annonça officiellement qu'il renonçait à Tomisato et que l'aéroport

serait construit à Sanrizuka, les paysans firent connaître leur opposition. Six jours plus tard, 1500 exploitants de Sanrizuka (auxquels se joignirent ceux de Shibayama, menacés par le bruit des jets) constituèrent la ligue d'opposition « Hantai Domei ».

La première année de résistance s'organisa, en partie à l'instigation du Parti Communiste Japonais, et consista principalement en des protestations pacifiques : pétitions, réunions, etc.

Pendant ce temps-là, le front corporatif privé « Kodan », créé par le gouvernement pour la construction de l'aéroport, allait de l'avant, négligeant toute opposition : l'aéroport serait ouvert en avril 71, coûterait 200 millions de dollars, recevrait 170 jets par jour (y compris les supersoniques). On offrit des indemnités alléchantes à ceux qui acceptèrent de vendre leur terre. Fin 67, le Kodan possédait finalement 80 % du site.

ne suffisait pas. Leur leader Isaku Tomura, un marchand d'équipement agricole, déclarait alors : « Nous ne craignons ni la violence ni même la mort. Nous ne pourrions gagner que si nous sommes prêts à avoir la peau d'un ou de plusieurs policiers. Nous sommes prêts à en arriver là. »

les irréductibles

Tout l'été 68 se passa en batailles quotidiennes contre les équipes de géomètres, protégés par la police. La lutte se fit plus âpre et plus violente, parfois même originale : on utilisa beaucoup le contenu des fosses d'aisance pour accueillir les équipes de Kodan... Lorsque la police lança à l'automne 70 sa première grande attaque pour protéger une nouvelle étude de terrain, policiers et experts en cravate furent accueillis par des barrages d'excréments, de rocs, de bambous effilés, de pastèques pourries, etc. Après trois jours de bataille, le centre de la résistance, une sorte de mini-forteresse, fut détruit et l'étude de terrain fut accomplie.

En mars 69, le Kodan inaugura une nouvelle stratégie : la confiscation par la force des terrains « irréductibles ». Trois mille cinq cents policiers de choc vinrent à bout d'une résistance acharnée centrée autour d'une barricade géante gardée par six mille paysans et étudiants. Le Kodan possédait la plupart des terrains nécessaires. Mais la résistance devait continuer tout l'été 69 et finalement le 16 septembre se terminait dans le sang : après une véritable bataille rangée trois policiers étaient tués. A la fin de la journée le Kodan contrôlait tout le terrain sauf deux parcelles de terre, un cimetière et la petite ferme d'une vieille femme de 63 ans, Okki Yone.

« Mémé Okki » devint le symbole de la résistance jusqu'à ce que le Kodan, accompagné de 1000 policiers, vienne détruire à coups de bulldozers tout ce qui avait été sa vie. Une semaine plus tard, un jeune homme de 22 ans se suicidait par le feu en signe de protestation. La construction de l'aéroport commençait. En trois ans, fut édifée une piste de 4000 mètres ainsi que les bâtiments destinés à l'accueil des passagers.

L'Hantai Domei se lançait alors dans une nouvelle forme d'action : la construction de deux tours de 30 et 60 mètres de haut. La deuxième est située à 600 mètres de la piste d'envol. Tant qu'elle existera tous les décollages et atterrissages seront impossibles. Elle est gardée nuit et jour par des membres des Brigades d'Action de la Jeu-

Le 10 octobre 1967, le Sanrizuka Hantai Domei décida de s'opposer par la force à un relevé de terrain. Les paysans commencèrent par un « sit-in » sur toutes les voies d'accès au site de l'aéroport. Le Kodan répliqua en appelant 2000 policiers des troupes spéciales anti-émeutes. Les membres du Parti Communiste se retirèrent alors de la lutte, remplacés par des étudiants radicaux. D'ailleurs, à l'heure actuelle, le PC Japonais reconnaît officiellement l'aéroport comme une « nécessité ».

Les matraquages d'octobre eurent une autre conséquence : les paysans comprirent que la résistance non-violente



C'est en automobile munie de haut-parleurs que les écologistes japonais manifestent contre les transports de déchets radioactifs.

nesse. Pour pouvoir ouvrir l'aéroport, le Kodan aura à détruire les deux tours. Mais, selon les contestataires, lorsque ce jour viendra plus de 10.000 personnes les défendront. Certains sont prêts à sacrifier leur vie, à s'enchaîner à la **Tour**, symbole de l'opposition à l'aéroport.

La **Tour**, immense, semble vraiment l'œuvre de professionnels. Elle est solidement implantée sur des bases en béton. Ses parties métalliques ont été rassemblées à Tokyo, acheminées sur place et assemblées en deux semaines. Le Kodan n'a pas eu le temps de réaliser ce qui se passait. La tour a coûté à peu près 5.000 dollars (environ 2 millions anciens). L'Hantai Domei a émis des « parts » de 2 F, en a vendu 30.000 et espère en vendre 100.000. **Ce qui ne facilite pas la tâche du gouvernement qui doit, légalement, avertir tous les actionnaires avant de s'engager dans une procédure de destruction.**

Tant que la tour sera là, l'aéroport ne pourra fonctionner. Sa présence présente un risque considérable pour les manœuvres des avions, et elle est une violation du code civil aérien.

De sa plate-forme, on a une vue magnifique sur la campagne de Sanrizuka, sur la piste d'atterrissage déserte, sur la tour de contrôle, les bâtiments d'accueil, les hangars déserts.

aéroport fantôme

L'aéroport est la ville-fantôme d'une ère nouvelle, protégée par des lignes électrifiées, peuplée seulement de gardes et d'une poignée de bureaucrates. Les pistes géantes, les énormes hangars, les parkings gigantesques donnent une impression de mort. Dans la

tour de contrôle un employé manipule des douzaines de caméras qui n'ont rien à filmer. Au-dessous de nous se trouve la gare terminale conçue pour recevoir les trains ultra-rapides venant de Tokyo. Bien que le projet soit en voie d'achèvement, le gouvernement s'est heurté à une forte opposition et n'a pu acquérir que 0,5 % du terrain nécessaire aux voies.

Les halls sont déserts, les escalators immobiles... Les futures boutiques ne sont que des niches vides.

L'Hantai Domei estime que tout l'ouvrage a été mal construit et devra être entièrement repris. De fait, nous apercevons déjà des fissures sur la piste. Tout indique qu'elle devra être entièrement refaite avant d'être utilisée.

Isaku Tomura, leader de l'Hantai Domei depuis dix ans, a maintenant 66 ans. Il vit à Sanrizuka même et a conscience d'avoir engagé un combat qui dépasse la simple opposition à un projet aberrant. « Lorsque nous avons commencé, notre conscience politique était peu développée. Nous ne faisons que nous battre pour notre communauté. Maintenant nous voyons que notre lutte contre l'aéroport n'est qu'une petite partie d'un combat plus vaste. » Carte du Japon à l'appui, Tomura explique qu'autour de Tokyo existe une **zone bleue militaire** utilisée par les Etats-Unis, où les avions commerciaux ne peuvent voler. Ce qui expliquerait la nécessité de construire un aéroport plus éloigné de Tokyo. Si l'on supprimait les privilèges américains, il n'y aurait plus besoin d'un nouvel aéroport. Une simple extension de l'aéroport existant, Haneda, suffirait.

Mais il n'y a pas que cela, continue Tomura. « Ce qu'on veut, c'est détruire toute vie agricole japonaise. De Tokyo à Sanrizuka on n'aurait plus qu'une gigantesque ville industrielle dont l'aéroport serait la première étape ».

L'aéroport n'est que le point-clef d'un plan qui intéresse toute la région de Sanrizuka et qui sera lui-même l'épreuve-test d'un plan plus vaste visant la réorganisation de l'économie nationale tout entière. Ce plan implique la transformation des zones agricoles en zones industrielles, la destruction de la vie rurale, la reconversion des paysans arrachés à leur culture. Ce n'est pas un plan de décentralisation puisqu'il n'implique pas la dissolution des métropoles mais bien leur expansion. L'aéroport de Sanrizuka n'est qu'un élément du plan général d'urbanisation et d'industrialisation du district d'Hokuso. Une ville nouvelle est prévue à Narita pour accueillir la main d'œuvre supplémentaire. Les rivières seront utilisées pour les industries nouvelles. Ainsi sera rendue impossible toute forme de vie agricole dans la région.

C'est la même bataille qui se livre dans tout le Japon contre les centrales nucléaires, contre les barrages, contre

ils réclament des indemnités au gouvernement.

Autre problème pour le Kodan : ayant fait lui-même monter les prix des terrains (à peu près dix fois), il doit payer des sommes énormes dépassant largement les budgets initiaux pour acquérir les terrains qui lui manquent. Ce qui créera des demandes d'indemnités supplémentaires de la part de ceux qui ont déjà vendu, et finira par grossir le nombre des opposants.

Un autre problème majeur est l'acheminement du carburant destiné aux avions. A force de magouilles et de marchandages, on a fini par trouver une solution, précaire il est vrai, mais qui va permettre au Kodan de s'attaquer vraiment au problème de la Tour. « Tant que le carburant ne pouvait être acheminé vers l'aéroport, aucune action légale contre la Tour n'était vraiment possible puisque sans carburant l'aéroport n'était pas légalement un aéroport ».

Il se peut que l'aéroport ouvre un jour. Mais de toute manière le mouvement de résistance des fermiers et des étudiants aura été assez fort pour compromettre la rentabilité financière du projet dans les cinquante années à venir. L'expansion industrielle peut être combattue efficacement. Il y a des centai-



Manifestation à Sasebo contre le bateau nucléaire Mutsu.

les usines, les nouveaux aéroports... Le Japon meurt étouffé par l'industrialisation. Il ne peut même plus fournir sa propre nourriture et est en train de redevenir une grande force impérialiste pour pouvoir poursuivre sa folie industrielle. Le Japon compte sur l'exploitation de Taïwan, de la Corée et autres nations faibles, pour nourrir sa population.

la tour, prends garde !

Matsuura, ancien étudiant à l'Université de Tokyo, explique : la plupart des fermiers qui avaient accepté de vendre leur terre au Kodan se trouvent dans une situation difficile. Ils ont investi dans des entreprises dont le sort était lié au développement de l'aéroport. Maintenant privés de leur terre, menacés par le futur incertain de l'aéroport,

nes de chantiers déserts, d'usines inachevées, de centrales nucléaires au point mort et d'aéroports inexistantes pour le prouver. L'Hantai Domei a remporté une grande victoire en paralysant la construction d'un aéroport. Mais elle n'a pas encore garanti la survie de la Plaine d'Hokuso, ni celle de la vie agricole au Japon. L'issue du combat se joue dans les années à venir, à Sanrizuka et partout ailleurs, au Japon et sur la planète.

Harvey Wasserman
traduction : Christiane Ellis

On peut acquérir des parts (environ 2 F) de la Tour de Sanrizuka en écrivant à : Hiroyuka Shima, Monto Sanrizuka 61, Narita Shi, Chiba-Ken, Japon. Japon.

POIL AUX PATTES

Frères galeux qui avec nous vivez...

« Gale : nf (lat. gala). Affection contagieuse de la peau, déterminée par la femelle d'un arachnide microscopique, l'acarus de la gale, qui creuse dans l'épiderme des galeries où elle dépose ses œufs, provoquant ainsi l'éruption de vésicules accompagnées de vives démangeaisons ; on guérit la gale par des frictions aux sulfures ou au benzoate de benzyle. »

Le Petit Larousse a rendu son oracle, et c'est le début de la panique pour qui se gratouillait depuis un petit bout de temps. On gamberge. « C'est vrai, au fond, qu'est-ce que j'ai à me râcler bêtement la peau, comme ça ? Sans compter qu'il paraît qu'en ce moment, dans les écoles, c'est une épidémie, j'ai vu ça, hier, un placard sur le kiosque, du coin... Oui, mais con-ta-gieuse, alors QUI m'a refilé cette saloperie ? ». Coups de téléphone, enquête rapide. Tiens, Gustave aussi, et Chose et Truc. Pas Bidule, par contre, qui s'indigne : « Quoi ? La gale ? Mais c'est une vraie saleté ! » Et voilà. De victime accablée, on se retrouve accusé, coupable de véhiculer la Bête.

On feuillette fébrilement son manuel écologique favori, et on se laisse envahir par un scepticisme un peu las, au vu de la recette préconisée : s'enduire le corps de jus de citron, puis frotter les galeries au suc d'ail, sans négliger d'absorber argile et citron, tisanes diverses. Sans omettre bains de siège et cataplasmes d'argile aux endroits les plus atteints...

Mais ça gratte, ça gratte, et il va falloir penser à agir. Et d'abord, être certain que c'est bien de la gale qu'il s'agit. On dit que les démangeaisons commencent entre les doigts. Après vérification, ça tient un peu de la légende. L'arachnide se plaît beaucoup aussi sur les poignets, les coudes, les seins, les plis sous-fessiers, le fourreau et le gland de la verge. Sans compter les avant-bras et les cuisses. Ensuite, la gale étant une travailleuse nocturne, c'est quand on est au chaud dans son lit qu'on en souffre le plus cruellement. Enfin, on doit repérer des sillons rouges à fleur de peau. Encore que si on a attendu trop longtemps (« ces choses-là

Misère

En ce moment, j'ai le teint terne, le regard lent, un hamac sous chaque œil, la bouche amère, la savate traînante. Crevée, quoi. Genre déchet. Eh bien, le croiriez-vous ? C'est en ce moment que je me fais le plus draguer (emmerder) dans le train, le métro, la rue. Et ça me paraît dégueulasse. Le dragueur professionnel sent, renifle la misère, la désolation, la faiblesse, et il se dit que là, enfin, il a une petite chance de réussir. T'en fais pas, quand tu es pimpante, sûre de toi, brillante, à l'aise, le dragueur professionnel te fout la paix. Il a la trouille de l'échec. Le dragueur professionnel est un sadique, un profiteur et un lâche.

Isabelle

arrivent toujours aux vilains malpropres », les petites plaies résultant du grattage occultent souvent le sillon caractéristique.

Mais ne soyons pas trop difficiles : un prurit violent, des plaques rosâtres et une insomnie tenace sont des symptômes bien suffisants. Que faire ? La solution la plus intelligente et la plus efficace est encore d'aller remettre son épiderme douloureux entre les mains d'un dermatologue. Et qu'on ne se récrie pas : personne n'est obligé de payer les dix ou douze mille balles de consultation de spécialiste. Les assurés sociaux ont droit aux services des dispensaires (se renseigner à la mairie) qui ne leur feront casquer qu'une somme modique. Cette solution offre, outre le maximum de garanties quant au traitement lui-même, l'assurance qu'il n'y aura pas risque de confusion avec l'acarophobie, ou « psychose de la gale », bien plus courante qu'on ne croit. La gale, c'est comme les poux, il

suffit qu'un copain se gratte pour que tout le monde s'y mette avec entrain.

Deuxième formule : la consultation de dermatologie de l'hôpital St-Louis, tous les matins avant 9 h 30. Décrite en termes apocalyptiques par ceux qui l'ont subie, elle se résume à une observation à distance, suivie de l'immersion du galeux dans un bain glauque et de son badigeonnage au benzoate de benzyle. Coût total de l'opération : 35 F. On garde ensuite ses vêtements contaminés pendant deux jours, puis on se lave, et en principe c'est terminé.

Dernière possibilité : le do-it-yourself. On achète un pinceau large et plat en soies demi-molles (grâce auquel le produit pénétrera mieux dans les sillons) et un flacon d'Ascabiol ou de Benzochloryl. On se fait couler un bain bien chaud (38 ou 40 °) dans lequel on trempe dix bonnes minutes en savonnant énergiquement avec un savon dur, genre savon de Marseille. Puis, avec

l'aide d'une bonne âme, on s'enduit des orteils au cou de ce produit un peu gras et un peu puant mais efficace. Pour plus de précautions, on renouvelle deux jours plus tard.

Terminé ? Evacuée, l'horrible arachnide ? Que nenni, le plus rigolo commence. Il s'agit à présent de désinfecter tout le linge qui a été en contact avec la peau malade. Pour les vêtements, draps, couvertures, c'est simple et pas cher : on entasse le tout dans des paniers et on s'en va au service municipal de désinfection. Deux adresses : pour la rive droite, 6, rue des Récollets, 75010. Pour la rive gauche : 71, rue du Château-des-Rentiers, 75013. Ces deux centres sont ouverts de 8 h 30 à 17 h sans interruption. La désinfection se fait à l'étuve, enfin une note écologique. Pour les matelas, c'est possible aussi, mais essayez donc de vous coller deux ou trois matelas sur un portebagages, ou dans le métro... Alors, l'âme en peine mais la peau encore cuisante et la mémoire fraîche, on recourt à un insecticide bien virulent, du genre « pour-insectes-rampants ». Ceux qui sont à la campagne peuvent procéder autrement pour le linge : après un bon lavage, il suffit de repasser draps et vêtements encore humides à fer très chaud.

Voilà. La morale de l'histoire, c'est qu'il ne faut jamais se croire à l'abri du sarcopte, et garder présent à l'esprit qu'on attrape la gale « par contact humain et vénérien », ou tout niaisement en s'asseyant sur un divan contaminé ; et que la période d'incubation est de dix jours : tenez-en compte, et n'oubliez pas de prévenir les copains. Il n'y a pas plus sournois et dangereux que le galeux honteux qui cache sa tare et empoisonne l'existence de son entourage. Bon courage.

A.V.

Une entrée chic pour débutant feignant
Acheter chez le boulanger autant de bonnes brioches au beurre qu'il y a de convives. Les vider sans les trouser (garder cette mie pour le petit déjeuner). Mettre au fond de chaque brioche creusée une cuillerée de belle crème fraîche ; casser un œuf extra-frais et le verser sur la crème. Ajouter une autre cuillerée de crème, une pincée de sel, un tour de moulin de poivre. Replacer le petit chapeau de la brioche. Mettre toutes les brioches dans un grand plat beurré. Les saupoudrer de gruyère râpé. Cuire à four très chaud, 10 minutes si on aime les œufs baveux, 15 si on les aime mollets, 25 si on les aime durs. C'est toujours végétarien et toujours pas austère...

« Errata » : contre le vampirisme politico-publicitaire

Après Mai 68, après tous les courants qui ont fait surface dans les années qui ont suivi, ne voyant aucune raison au défaitisme et la mélancolie qui s'installait, « Errata » a répondu au besoin de reconsidérer toutes les notions qui étaient agitées comme des évidences. Critiquant le trop plein d'idéologies qui ont cherché refuge dans le quotidien, « Errata » a mis au premier plan les éléments qui font que la vie continue, sans besoin de recourir à l'espoir ou au désespoir, à l'optimisme ou au pessimisme.



Le découragement intervient lorsque le monde et l'époque dans lesquels nous vivons ne sont plus discernés clairement. A travers la vie courante, à travers la critique qui se développe à l'égard des limites du quotidien une nouvelle qualité de l'attention est à déterminer. N'ayant pas de comptes à régler, de revanche à prendre ou de chantages à exhiber pour se défendre, « Errata » est à contre-courant du mouvement de normalisation dans lequel est tombée une contestation essoufflée et passéiste.

Une critique tous azimuts

La politisation est incapable de voir clair dans cette époque, elle retarde tous ceux qui s'y laissent prendre. Etre disponible au mouvement profond qui traverse cette époque et qui veut une autonomie accrue du social, à son besoin de se dégager du politico-économique, c'est comprendre la nécessité d'une critique qui n'a pas d'exclusive mais qui s'exerce dans toutes les directions où apparaissent des blocages de quelque nature qu'ils soient. Développer la critique, c'est déjouer le piège politique qui voudrait la récupérer en tant qu'instrument uniquement utile à ses fins, c'est jouer contre les discussions incessamment répétées, contre le martèlement politico-publicitaire. C'est jouer par tous les moyens de la vie contre l'enlèvement et la médiocrité. C'est une démarche qui se complète au fil des parutions afin d'être réceptive à la

complexité du changement qui habite notre temps, et qu'il est devenu impossible de réduire ou s'amplifier. Il s'agit là du premier moment d'une recherche qui vise à une activité plus entière qui, tout en restant dans la vie courante, entend ne rien perdre de sa force propre et de sa détermination.



Agir avec conséquence suppose ne rien ignorer des multiples aspects des contradictions qui apparaissent dans tous les secteurs et que pour l'instant la politique gèle. Remettre en mouvement, se battre contre les auto-satisfactions faciles, contre les démissions de tous ordres, c'est l'objectif constant qui anime « Errata ». Dix numéros sont parus en France depuis trois ans, trois en Italie et trois en Allemagne, pour lesquels aucune publicité n'a été faite à l'exception d'une présentation dans « Le Monde » après le numéro 8. C'est dire le peu de soutien « officiel » dont peut jouir une telle démarche.

correspondance : librairie la Guilde, 18, rue de Turbigo, 75002 Paris. Abonnement 4 numéros : 25 F. CCP ERRATA La Source 341 03 80 A.

Le Mardi 4 Janvier à 18 heures dans "A la bonne heure" sur tf 1 une enquête de Philippe Sainteny



LES METAMORPHOSES DE LA FÊTE

DISQUES

PAROLES DE FEMMES

Toutes affaires cessantes, empruntez des sous à votre meilleur(e) ami(e) et courez acheter le disque de Marie-Annick Rétif, dite Mannik, « Paroles de femme ». Grimace ? Je sais, j'ai fait la même : « Encore des histoires de bonnes femmes, y en a marre des féministes. » On a beau l'être soi-même, on a parfois ras-le-bol des discours hargneux de certaines militantes.

Le disque traînait donc au fond d'une malle. Un copain l'a trouvé, l'a posé sur la platine. Mannik chante : « Je m'en vais », classique complainte de la femme coincée entre l'amour et le travail. Avec une voix superbe et des orchestrations de toute beauté. Et ce n'est pas tout. Voilà qu'elle parle d'amour (sexe et sentiments, rassurez-vous, Karl Maxou et Isabelle) de maternité, de joie de vivre... La parole de femme est belle lorsqu'elle est à ce point complète, sans sexisme ni mièvrerie. Et elle vous prend aux tripes quand elle chante, à la mémoire des cinq fusillés basques de 1975 : « Goûte-moi ce soleil ». Elle dit l'essentiel, et l'on sent de tout son corps que la mort est injuste, et que le vrai crime du fascisme est de nous priver du soleil.

Disques A.Z. Productions.

F.D.

« MA VIE EST UN ROMAN »

Vive la Deuxième Classe !

Trois ans de train. Trois ans d'usage régulier, mensuel au début, hebdomadaire depuis un an et demi, des wagons deuxième classe SNCF, Deutsche Bundesbahn, ou SNCB, selon les horaires. Ça fait pas mal d'heures vécues en position assise, pas mal de rencontres aussi. Attention : pas d'illusions. L'Express Bruxelles-Paris n'est pas le Trans-Orient Express. Ou alors c'est moi, soyons réaliste, qui n'ai rien de la Madone des Sleepings. En tout cas, que les imaginations ne s'emballent pas. La plupart des mes trajets se passent dans la douce torpeur des somnolences béates, mollement entrecoupées par la lecture d'une demie-page du « Monde », d'une colonne de la G.O. fraîchement ramenée les mardis soirs, ou interrompues par les formalités douanières de plus en plus symboliques (sauf cas de bronzage trop intense), et par la contemplation peu excitante des champs de betteraves d'Artois et de Picardie.



Est-ce parce que je les choisis inconsciemment ? En tout cas la plupart de mes compagnons de voyage sont à l'image des pays traversés : banals, sans relief mais pas dérangeants. Encore une fois il faut savoir flairer les emmerdeurs potentiels. Ce n'est pas inné, mais ce genre d'instinct s'acquiert très vite à l'usage. Les saucissonneurs odorants, les bébés piaillants (je sors d'en prendre, les miens m'ont suffi), les rigolos en goguette, merci on a déjà donné.



Mais même dans la routine d'une voyageuse bien rôdée, il y a, tout de même, enfin, de l'Imprévu.

D'abord, les farfelus marrants qui aiment se raconter et vous faire participer. Comme cette Hollandaise potelée qui nous a exposé son système pour voyager sans bagages : la robe qu'elle porte lui suffit. Et à mon éternelle objection Petite-culotte-de-rechange, il a fallu que tout le compartiment vérifie « de tату » qu'elle ne portait ni soutien-gorge ni culotte.

Pas inintéressants non plus, les retours de « Paris-toujours-l'Amour », avec programme de night-club à l'appui et force gloussements riches en sous-entendus qui tentent d'en suggérer long sur les prouesses érotiques de ces Messieurs.

Il y a aussi les altruistes, comme ces deux esthéticiennes, qui voulaient me faire sur le champ essayer leur dernier masque de beauté, et ces coiffeurs flamands, de retour d'une démonstration de haute coiffure parisienne, qui voulaient à tout prix me couper les cheveux entre St Quentin et Aulnoye. « Ces cheveux raides et cette frange, ça ne se fait plus, savez-vous ? »

J'aime bien aussi les réguliers : comme ce professeur de Louvain, chargé de cours à Censier, à qui je dois d'avoir enrichi ma connaissance de Flaubert et de Maupassant.

Je cite pour mémoire les dragueurs, bien sûr. Mais ça c'est d'un banal, n'insistons pas.

Et puis il y a les déboussolés, les fadas, qui vous poursuivent pendant des semaines. Et alors là, Ludovic, c'est vraiment le fleuron de ma collection : J'ai commis l'erreur de lui faire don de mon exemplaire de la G.O.. Il a très vite retrouvé ma trace (merci Martine) et depuis m'inonde de coups de téléphone. Brave fille, maternelle comme pas deux, dans un premier temps j'ai marché. D'abord, il y a eu la période chantage au suicide. On se sent immédiatement investie d'une mission quasiment biblique : la Bonne Samaritaine soi-même. On paie quelques sandwiches, on donne quelques billets pour ne pas voir ce pauvre garçon réduit aux bouches de métro. Et c'est foutu. On ne s'en décolle plus. Maintenant j'en suis à la phase assistance juridique. Et pourtant ce Ludovic, je l'évite, ô combien ! mais chaque mardi ça ne rate pas : je le retrouve planté dans la cour du 117 avenue de Choisy.

Ceux qui prennent leur voiture ne savent pas ce qu'ils ratent.

C.E.

La semaine prochaine : « Sodome, Gomorrhe et Montmorency », par Catherine Decouan. En préparation : « Sept Cachous sur Ordonnance », par Laurent Samuel.

MERVEILLES DE LA TECHNIQUE

A la Gare de l'Est, Paris, il y a des pipi-room très bien, très propres (et qui permettent de sortir discrètement quand on a oublié d'acheter son titre de transport, soit dit en passant). Faut pas oublier de payer en entrant au water-closet, sinon ça oblige les dames gardiennes à vous appeler en s'égosillant. En effet, ces personnes, elles sont deux, très aimables, rémunérées modestement au mois, doivent payer de leur poche la différence entre les sommes qu'elles ont effectivement perçues chaque jour et le nombre de pissettes relevées par le compteur-verrou de chaque edicule.

Car il y a compteur. Aucun pipi n'est anodin : faut qu'il soit rentable, rentabilisé et comptabilisé, même chez un service public comme la SNCF. Tu payes 75 centimes pour pisser. Je n'ai pas osé demander le montant de son salaire à la dame. Mais j'aimerais connaître le rapport existant entre ce salaire, sa participation et celle des centaines de clampins qui ont juste eu le temps, pendant leur trajet, de laisser tomber jusqu'à la vessie le thé du matin, ou le demi au comptoir de trois heures, ou le pastis du soir, et puis le salaire du monsieur, pas gêné, qui vient relever les compteurs à pisser le soir, les frais d'installation et d'entretien de ces compteurs, et puis, et puis, et puis je ne sais pas quoi... C'est peut-être parce que je suis déprimée que ça me frappe, tout ça...

I.C.

CHANTEUR

Jean-Noël Debard est auteur, compositeur, interprète. Il chante la vie, le quotidien, les gens, la révolte, les sourires, l'amour, la nature, l'espoir... Il a produit lui-même un 45 tours qu'il vend lors de ses récitals. Sa musique et ses chansons peuvent animer une soirée dans une MJC, un foyer de travailleurs, un comité de quartier, une fête syndicale ou politique, une réunion écologique, etc. Vous pouvez le contacter en lui écrivant : 21, rue des Capucins, 69001 Lyon ; ou en lui téléphonant : (78) 28.74.14.

M.J.



Pages réalisées par Isabelle Cabut, Françoise Danam, Christiane Ellis, Martine Joly et Anne Vergne.

Un dessert chic pour débutant gourmand

Faire fondre une noix de beurre ou d'huile de palme dans une grande poêle épaisse. Quand c'est bien bien chaud, y coucher une banane épluchée par convive. Laisser doré cinq minutes, retourner, saupoudrer de sucre, retourner encore. Parsemer d'une poignée de raisins secs. Verser le jus d'une orange ou d'un pamplemousse. Mettre un couvercle, laisser cuire encore cinq minutes. Verser tout ça proprement dans un joli plat préalablement chauffé. Dans la poêle de cuisson, faire chauffer un verre de rhum. Le renverser bien chaud sur les fruits toujours chauds. Flamber à l'aide d'une allumette (je précise pour C.D.) servir aussitôt. Ois admiratifs des invités!...

SUR LE TERRAIN



lutte anti-nucléaire

PARIS. Une vingtaine de comités écologiques de Paris et de la région parisienne se sont regroupés en une **coordination antinucléaire de l'Île de France**, pour lutter avec les comités locaux contre le projet d'implantation de centrale nucléaire, à Nogent sur Seine.

La C.A.N.I.F. nous a fait parvenir la motion suivante : « Nous, habitants de l'agglomération parisienne, dénonçons les plans du gouvernement et de l'EDF visant à installer rapidement une centrale nucléaire de 2 X 1300 mégawatts à Nogent sur Seine :

Sans tenir compte de l'opposition formelle du ministère de la Qualité de la vie, dont le titulaire, en février 1976, déclarait redouter la pollution radioactive des nappes servant à l'alimentation de l'agglomération parisienne ;

Sans tenir compte de l'opposition catégorique de l'Agence de Bassin Seine-Normandie qui, dans ses avis du 18 mars 1975 et du 28 mai 1975, affirmait que toute centrale nucléaire sur la Seine, en amont de Paris, et tout particulièrement dans la région de Nogent, menacerait de ses pollutions chimiques, thermiques et radiocatives l'approvisionnement en eau de la région parisienne ;

Sans tenir compte de l'opposition des élus de douze communes du Nogentais ;

Sans informer les élus de Paris et de sa région, ni rechercher leur accord ;

Sans rechercher, entre scientifiques et responsables de la santé et de l'hygiène publique, un débat contradictoire, seul capable de faire toute la lumière sur l'opportunité du projet ;

Sans fournir la moindre explication sur les raisons qui leur font choisir un site formellement déconseillé,

Nous appelons les habitants de la région parisienne et leurs élus à s'opposer à ce plan dangereux qui leur est imposé de façon antidémocratique.

Les habitants de la région parisienne demandent également que soit publié le plan ORSEC-RAD. »

Coordination Antinucléaire de l'Île de France, 65, Bd Arago, 75013 Paris. Tél : 331 22 74.

MINES D'URANIUM. La Compagnie générale des matières nucléaires (COGEMA), sollicite pour une durée de trois ans un permis exclusif de recherches de mines d'uranium, autres métaux radioactifs et substances connexes, d'une superficie d'environ 34 kilomètres carrés dans les départements du **Maine et Loire, des Deux Sèvres et de la Vendée.**

Ce permis dit de St Christophe du Bois intéressera les communes suivantes : La Romagne (Maine et Loire), Saint André de la Marche (Maine et Loire), Evrunes (Vendée), La Séguinière et Saint Germain sur Moine (Maine et Loire), Temple (Deux Sèvres), Moulins (Deux Sèvres), La Chapelle-Largeau (Deux Sèvres).

Une enquête est donc ouverte du 20 décembre 1976 au 19 janvier 1977 inclus. Les plans et les registres d'observation seront déposés dans les préfectures du Maine et Loire, de la Vendée et des Deux Sèvres. Les oppositions devront être adressées par leurs auteurs par lettres recommandées ou notifiées par acte extrajudiciaire à chaque préfet intéressé.

GRSHEIM (Alsace) pourrait bien être le **deuxième site** choisi par l'EDF, après Fessenheim, pour l'implantation d'une centrale nucléaire. Des faits proprement irréfutables mon cher Watson, attestent ces dires : la DDE (Direction départementale de l'Équipement) a demandé aux conseils municipaux du canton de prévoir chacun une zone de 90 hectares pour une éventuelle centrale productrice d'électricité. La municipalité de Gerstheim a refusé, bien que le maire ne voie pas d'un bon œil la contestation antinucléaire. Reste un espoir : le POS pas encore approuvé. D'autre part, d'importants travaux de sondages sismiques sont menés dans le secteur par la Compagnie générale de Géophysique sur la demande d'une société privée. Enfin, un pylône de cent mètres a été construit subrepticement. Toutes ces manœuvres ont lieu, bien entendu, dans la plus grande discrétion... La mobilisation écologique est commencée. Contacter l'Association des Jeunes pour la Nature de Gerstheim. Jean Herrmann, 2, rue Extérieure. 67 Oberheim.

GRENOBLE. Les Amis de la Terre de Grenoble organisent le mardi 4 janvier, à 20 h 30, une **réunion d'information sur l'affaire de la pollution radioactive de la nappe phréatique de Grenoble.** Un responsable de

l'APPERG et des scientifiques participeront à cette réunion, qui aura lieu à la maison de quartier de Villeneuve, 95, galerie de l'Arlequin.

LES ECOLOGISTES AUX MUNICIPALES

Les assises du Mouvement écologique, à Mulhouse, avaient pour but de préparer les élections municipales de mars 1977, et plus particulièrement d'élaborer des propositions concrètes de gestion municipale.

Un catalogue de propositions concrètes a donc été fait, ainsi qu'un texte plus théorique de remise en place de ces propositions dans un cadre général. Les thèmes abordés lors des assises seront plus largement développés dans un numéro hors série d'« Action écologique », qui paraîtra prochainement.

Ce numéro comprendra notamment des développements théoriques, des textes de réflexion sur l'écologie et l'emploi, l'énergie, les transports, l'économie, l'agriculture, la démographie, etc. Une rencontre nationale où seront présents les différents groupes du Mouvement écologique présentant des candidats, aura lieu les 15 et 16 janvier, 8, villa du parc Montsouris, à Paris dans le 14^e arrondissement.

Auparavant, vous pouvez prendre contact avec le Mouvement écologique, cité Fleurie, 65, Boulevard Arago, 75013 Paris. Tél : 331.22.74.

Une permanence des candidats écologiques dans le 13^e, se tiendra à la même adresse tous les vendredis à 20 h 30.

tutti frutti

EVELYNE BARGE, toujours détenue à l'hôpital de Fresnes pour deux attentats auxquels elle nie avoir participé, a reçu dans la nuit de Noël un soutien de la part d'un groupe d'une dizaine de femmes qui, vêtues de noir, se sont enchaînées à la Chapelle Saint-Bernard de Montparnasse pour lire publiquement des lettres de prison et appeler à la solidarité. Cette manifestation, bien accueillie du public à l'issue de la messe de minuit, devait attirer l'attention sur les conditions de détention particulièrement inhumaines. Evelyne Barge est enceinte de six mois et son incarcération est parfaitement arbitraire.

PARIS. Jacques Essel, président du Mouvement de défense de la bicyclette, était au forum sur la qualité de la vie organisé par le Centre des démocrates sociaux, le 16 décembre dernier (voir G.O. 137). A cette occasion, il a demandé l'**ouverture aux cyclistes du chemin de halage qui borde le canal de l'Ourcq.** « Les Parisiens y trouveraient des avantages, les banlieusards aussi. Toutefois, nous sommes interloqués par un projet de transformation du site, à partir de Pavillons sous Bois, qui, prévoyant une piste cyclable sur une distance de 8 km alors que l'on y roule très convenablement, ainsi que d'autres aménagements entraîneraient des dépenses de 5,6 millions actuels et plus. Le vélo est un facteur d'économie et non de ruine pour la collectivité. Si les dirigeants sont, ou incapables de faire le nécessaire pour le cycliste, ou si, quand ils prennent une décision elle est aberrante, il faudra bien que se crée parmi la population concernée et parmi les intéressés des mouvements d'usagers qui diront : « ne jetez pas l'argent public par les fenêtres, nous allons nous charger nous-mêmes de l'aménagement dont nous avons besoin ». Mouvement de défense de la bicyclette, 43, rue du Faubourg Saint Martin, 75010 Paris. Tél : 206.40.95.

LE VANVOLET. Un nouveau journal local essaie de naître dans le Chablais. Une offset de bureau, une tireuse et un labo photo sont installés, en parfait état de marche dans un local adapté. Le réseau de diffusion est à créer : quartiers, villages, bistrot, marchés. Pour tous contacts, suggestions, envois d'infos, idées, diffusion : « Le Vanvolet », le Sage, 74200 Reyvroz.

LE PONT. Le numéro 6 est paru avec au sommaire : des conseils et des plans pour la construction d'un **aéromoteur**, des articles sur le compost, l'élevage, l'alimentation, la phytothérapie, la qualité du lait, l'analyse élémentaire d'une terre, des recettes, des annonces, des adresses... « Le Pont », Editions de la Lanterne, 10, rue de l'Aviation, 70200 Lure. Abonnement : 40 F pour 6 numéros.

PARIS. Le Mouvement Français pour l'Abondance par le Socialisme distributif (MFA-SD), tiendra son congrès annuel 1976, reporté en raison de problèmes intérieurs, le 30 janvier 1977, salle de la Libre Pensée, 12, rue du Fossé St-Jacques, 75005 Paris (métro : Luxembourg). Ordre du jour : rapport moral et financier, affaires intérieures et journal, prévisions d'action 1977, élection du comité directeur. Le MFA-SD ne pouvant, pour des raisons juridiques, diffuser cette information dans son ancien journal « La grande relève », demande que vous en parliez au maximum autour de vous. MFA-SD, 12, rue Lemerrier, 75017 Paris. Tél : 387.12.85.

PARIS. Le Centre d'Etudes et de Recherches Architecturales propose une conférence de Peter Eisenman, architecte, directeur de l'Institut d'Architecture et d'Etudes urbaines de New-York : « **Le post-fonctionnalisme** » le mercredi 5 janvier 1977, à 18 h 30, à la SADG, 100, rue du Cherche Midi, 75006 Paris.

BEAUJOLAIS : BASCULE XI A FRONTENAS. Dans un Beaujolais soumis sur le plan de la création aux académiciens de l'ordre établi et aux adeptes des musées, des galeries et d'autres débits de culture, vient de naître l'idée de créer un espace d'intervention et d'accueil que nous appellerons « **Bascule XI** ». Nous disposons pour cela, dans le village de Frontenas d'un authentique cuvier qui abrita l'été dernier une exposition de peintures et de dessins.

Ce projet né de l'imagination d'une association libre d'individus, doit permettre une confrontation de différentes formes d'expression artistique (musique, théâtre, arts plastiques, cinéma, etc.) Et aussi d'établir un contact direct entre la population rurale des Pierres Dorées, les citadins et les créateurs. Nous désirons échapper au système marchand et officiel, mais pour cela, nous avons besoin du soutien de tous ceux, créateurs de tous poils, voulant devenir les artisans d'un tel projet.

Nous faisons appel à ceux qui refusent d'instaurer toute relation marchande entre eux et ce qu'il est convenu d'appeler le public. Nous refusons toute subvention officielle ou tout mécénat, mais afin de nous permettre d'assumer les frais de fonctionnement du cuvier (réparation, location, chauffage, électricité, etc.) nous lançons une souscription.

Un soutien financier immédiat nous permettrait dès la mi-janvier 1977 d'organiser hebdomadairement, une soirée d'animation, le samedi, à 21 h.

Si notre projet vous séduit, écrivez-nous et envoyez l'argent que vous pouvez à « **Bascule XI** », Adrien Pinoz, Alix, 69380 Lozanne (chèques bancaires). Tél : 81.91.63.

Ce projet correspond à plusieurs exigences sur le plan régional : la nécessité de créer dans le Beaujolais un point de rencontre et d'échange, entre l'expérience créative et la population rurale et citadine. La nécessité aussi de disposer d'un espace libéré, autonome vis à vis de toute structure, afin d'engager l'action hors du système commercial. Nous avons besoin de l'aide matérielle et des propositions concrètes de tous ceux qui par l'imagination, par la création et par l'action survivent à la mort quotidienne.

GERSTHEIM. L'Association des jeunes pour la nature du Bas-Rhin, organise tout au long de l'année des week-ends d'étude sur des thèmes donnés. Le premier de 1977 aura lieu les 8 et 9 janvier, et sera consacré à la pollution des eaux. Le deuxième, sur la forêt, est prévu les 12 et 13 février. Il est nécessaire de s'inscrire à l'avance. Tous renseignements auprès de l'Association des jeunes pour la nature du Bas-Rhin, 4, rue des Narcisses, * 67150 Gerstheim. Tél : (88) 98.30.17.

CORSE. Le 14 décembre, cinq jeunes gens auxquels se sont joints ensuite trois chefs de famille ont commencé une grève de la faim, à la cathédrale d'Ajaccio. Cette action de non violence a été déclenchée par solidarité avec un militant corse, Marcel Lorenzoni, qui depuis le 30 novembre, faisait la grève de la faim dans la prison de Fleury Mérogis, où il était incarcéré depuis le 1^{er} juillet, pour demander que l'instruction de son cas débute enfin. L'exemple de Marcel Lorenzoni est symbolique du sort réservé à la Corse : l'indifférence, l'incompétence, l'inconscience, l'arbitraire, la répression, sont les seuls moyens mis en œuvre par le pouvoir pour répondre aux aspirations du peuple corse. Le 21 décembre, on a annoncé la libération de Lorenzoni. Cette victoire, résultat de l'action déterminée, ne doit pas faire oublier que d'autres militants sont encore emprisonnés, que les forces de répression occupent toujours la Corse, que les travailleurs corses exilés ne peuvent toujours pas retourner dans leur Ile, que le peuple corse est toujours nié et ne peut toujours pas maîtriser son destin. Pour faire cesser cela, il faudra d'autres luttes, sous des formes appropriées, mais avec la même détermination et la participation de l'ensemble du peuple Corse.

OSKOU LIBERE. L'un des deux Iraniens emprisonnés à la suite de la tentative de meurtre commise le 12 novembre dernier, contre un pseudo-diplomate de l'ambassade d'Iran, chef de la police secrète du shah en France a été libéré. Nader Oskoui a été libéré le samedi 18 décembre, après versement d'une caution de 20 000 francs. Il a été placé sous contrôle judiciaire. Par contre, Reza Takbiri reste incarcéré. Les étudiants iraniens qui avaient entamé une grève de la faim le 30 novembre dernier, à l'église du Bon Pasteur, ont cessé leur mouvement. La confédération des étudiants iraniens annonce cependant, qu'au cas où Reza Takbiri ne serait pas libre le 5 janvier, elle déclencherait une vaste campagne de protestation à l'échelle internationale.

PARIS. L'Olympic, cinéma d'art et d'essai sympa, bien chauffé, sis au 10 de la rue Boyer-Barret dans le XIV^{ème} (métro Pernety), projette tous les jours à 15 h, 20 h, 22 h, pour le prix dérisoire de 12 F (ou 10 F ou 6 F selon que vous avez la carte d'étudiant, la carte vermeil ou la carte d'habitué) un film remarquable sur les Indiens : **Nous parlons vous écoutez** de Michel Davaud, Robert Jaulin et Xavier Vautrin. L'histoire d'un peuple sur le sentier de sa terre de 1890 à 1973.

GRENOBLE. Dans le cadre du festival du film de nature organisé par le FRARNA Isère, René P. Bille, cinéaste animalier suisse, présente son film « Braconnier d'images », sur la faune et la flore des Alpes, le vendredi 7 janvier, à 20 h 30, hexagone de Meylan, rue des Aiguillards, Meylan. Entrée : 10 F. FRAPNA, 22, rue Saint-Laurent, 38000 Grenoble. Tél : 42.57.32.

LA TORTURE : UNE PRATIQUE COURANTE EN TUNISIE

Hé bien, me revoilà. Je sais bien que vous devez pas vous rappeler de moi, mais mes histoires de Bourguiba, Gilbert Naccache et ses potes, enfermés pour 16 ans et demi à cause de simples délits d'opinion, et ce après des jugements bâclés où les avocats de la défense n'ont même pas eu accès aux dossiers, ça doit bien vous dire quelque chose, si vous lisiez déjà la G.O. en juillet-août, non ?

Ce que je voudrais avant tout, c'est remercier tous ceux qui ont écrit. Faut pas trop en vouloir aux détenus si vous n'avez jamais reçu de réponse, car dans les geôles tunisiennes, ce qui est chouette, c'est la manière dont on distribue le courrier. Quand il y en a trop, et du suspect, on suspend purement et simplement la distribution. Alors, parmi vos lettres, y en a qui sont arrivées, et d'autres pas. Mais c'est pas important, ça a inquiété les sbires, de toute façon, et c'est le principal.

A part ça, je voulais vous parler de la torture, parce que ça, c'est tellement passé dans les mœurs, qu'on sait plus exactement ce que c'est. Les journaux annoncent pudiquement des « tortures » au Chili, au Brésil, ailleurs. C'est devenu un mot familier, normalisé, je dirais même aseptisé. Mais savez-vous ce que cache réellement ce mot ? Voici quelques exemples, en direct de la « villa » de la D.S.E., l'homologue tunisienne de notre D.S.T. :

« La pratique de torture la plus courante est la « balancoire », le prisonnier (ère), entièrement nu, a les poignets attachés aux mollets, une barre de fer est passée entre ses bras et jambes, et posée sur des tables. Le prisonnier est donc suspendu la tête en bas. Dans cette position, il reçoit des coups de cravache sur la plante des pieds, sur la tête, sur tout le corps, sur les organes génitaux. On lui introduit des bouteilles dans la bouche, dans l'anus, etc. On le brûle à la cigarette, on lui enflamme cheveux et barbe, etc. Cer-

taines séances ont duré jusqu'à 18 heures d'affilée, toutes sont reprises durant des jours et même parfois des semaines ».

A côté des séances de torture « normales », les sbires tunisiens ont inventé de nombreuses manières de passer agréablement les longues soirées d'hiver. Ainsi, de nombreux prisonniers ont-ils été réveillés en sursaut, en pleine nuit, par des policiers les piétinant joyeusement de leurs chaussures à clous. Une autre de leurs distractions, un tuyau allant directement du robinet d'eau froide à l'anus de leur victime, et permettant ainsi de l'abreuver d'une manière originale. Une fille de 18 ans a eu le vagin cousu, sans doute pour lui éviter d'être violée par un flic, ce qui est arrivé à bien d'autres. Passons sur les méthodes classiques : la gégène, l'arrachage des ongles, etc.

Jusqu'à quand supporterons-nous que de semblables ordures se défontent sur les corps de pauvres types dont le seul tort est de ne pas penser comme leur patron ! Merde à la fin ! Ecrivons tous à Bourguiba, personnellement, en lui gueulant notre dégoût que des choses pareilles puissent arriver dans son pays. Ohé ! du Comité des Mathématiciens, qu'est-ce que vous attendez pour vous joindre à nous ? Les prisonniers ne sont pas mathématiciens, mais il y en a, parmi eux, et de plus, ils ont fait leurs études chez nous, avec nous. Vous en avez sûrement connu quand ils fréquentaient nos facultés. Nous leur avons fait croire en la Démocratie. Nous sommes donc, en partie, responsables de leur situation actuelle. Alors, la Tunisie se dit un pays démocratique ! Obligeons le à le prouver en vidant ses prisons !

Jean-Pierre

Pour leur écrire : Gilbert Naccache, prison du Nadour, Bizerte, Tunisie. Envoyez aussi des bouquins si vous pouvez.

COMMENT VENIR EN AIDE A UN DETENU MILITAIRE ?

Soutien financier

Tout envoi d'argent liquide est interdit.

Il est possible d'aider financièrement un insoumis, en lui faisant parvenir un mandat. Pour cela, il est souvent indispensable de connaître son numéro d'écrou. Le demander à son avocat, son comité de soutien ou à l'intéressé lui-même.

Courrier

Toute lettre est censurée, et peut par conséquent être arrêtée par le vague-mestre de la maison d'arrêt. Pour éviter cet inconvénient, il est recommandé d'être prudent dans ses propos. Il ne faut pas toutefois s'autocensurer de façon systématique. Lorsqu'une information risque d'entraîner une intervention de la censure, mieux vaut prévenir l'avocat du détenu en lui demandant de faire passer le message. Il est toujours bon, à chaque envoi de courrier, de dater sa lettre et de faire référence au courrier précédent. Si, entre temps, vous avez reçu des nouvelles du détenu, précisez-le lui. Il saura ainsi que sa lettre n'a pas été arrêtée par la censure. Toute nouvelle de l'extérieur est un cadeau merveilleux pour qui se trouve en prison. N'hésitez donc pas à écrire, même des banalités, si vous ne vous croyez pas capable d'autre chose. Se sentir soutenu est capital lorsqu'on a à faire à l'arbitraire carcéral.

Nourriture

Tout envoi de nourriture est interdit. Il ne sert donc à rien d'envoyer des colis, puisque ceux-ci sont automatiquement arrêtés.

Livres.

Il est toujours possible d'expédier de la lecture à un détenu. Dans certaines prisons, il faut obtenir au préalable l'autorisation du directeur. Par conséquent, mieux vaut opérer comme suit : prévenir le détenu que l'on peut mettre à sa disposition un certain nombre d'ouvrages, et lui préciser les titres, noms d'auteurs, collections... Celui-ci devra faire une demande en double exemplaire au directeur. Le directeur ayant donné son accord, conservera un exemplaire (qu'il remet en général, au greffe), et rendra le second au détenu.

Le détenu devra alors envoyer cette autorisation à la personne lui proposant les ouvrages... qui pourra alors expédier son colis de livres en joignant l'autorisation directoriale.

Timbres.

Dans la plupart des prisons, il est possible de joindre à vos lettres des timbres pour les détenus. Signalez toute-

fois sur la lettre même : « ci-joint x timbres à x francs ».

Journaux

Il est toujours possible d'abonner un détenu à un journal. Mieux vaut toutefois le prévenir auparavant car il peut bénéficier parfois de tarifs réduits en tant qu'étudiant ou... militaire.

Information

Dès que vous avez connaissance de l'arrestation d'un réfractaire, mettez-vous en quête du nom, de l'adresse et du numéro de téléphone de son avocat.

Si le réfractaire appartient à un groupe constitué (parti politique, syndicat, mouvement d'insoumission), prévenez immédiatement qui de droit, en précisant, si possible, les conditions de l'arrestation, le lieu de détention, les renseignements concernant l'avocat. Dites si vous connaissez personnellement le détenu.

Si un futur insoumis vient vous trouver en vous faisant part de sa volonté de refuser l'uniforme, dites-lui de se mettre en contact le plus rapidement possible avec un mouvement (Groupe Insoumission Totale, 57 rue des hauts pavés, 44000 Nantes, Insoumission Collective Internationale : P. Fabre, BP 129, 92120 Montrouge)

S'insoumettre de façon individuelle est dangereux et souvent inefficace. L'armée n'hésitera jamais à « casser » un individu isolé. Elle y regardera à deux fois si elle sait qu'il est soutenu. Il est souvent utile de rappeler aux futurs réfractaires qu'il existe une loi concernant l'objection de conscience qui permet de « limiter les dégâts ». Si celui qui se trouve en face de vous n'en a jamais entendu parler, mettez-le en contact avec le secrétariat des objecteurs de conscience, 6, impasse Popincourt, 75011 Paris, avec un groupe local des comités de lutte des objecteurs (à Paris : BP 103, 75522 Paris cedex 11), ou avec un mouvement pacifiste ou antimilitariste : GARM, Mireille Debard, 7, rue Francisque Jomard, 695600 Oullins ; Union Pacifiste de France : 4, rue Lazare Hoche, 92100 Boulogne. Une autre adresse importante à noter : celle du Fonds d'Aide Judiciaire Aux Prévenus d'Infractions Militaires (FAJAPIM), 33, Bd des Batignolles, 75017 Paris (Maitre Alain Even). Le FAJAPIM permet d'aider les détenus militaires nécessiteux ou non (paiement des avocats). Chaque détenu peut lui demander un coup de main. Inversement, vous êtes tous encouragés à envoyer un chèque de soutien de temps à autre.

Claude Gilardi, insoumis
emprisonné depuis le 21 mars
1975, a été libéré le 24
décembre dernier.



UN RENVOYEUR DE LIVRET MILITAIRE RELAXÉ. Jacques Lemesle, de la communauté des chiffonniers de Bédarieux, qui avait renvoyé son livret militaire, a été relaxé par le tribunal de Béziers. Cette décision est une grande victoire. Mais à Albi et avec le même avocat, Vincent Bonnefille, renvoyeur de livret militaire avec 26 autres personnes, également en soutien aux paysans du Larzac, a été condamné à 1 000 F d'amende avec les circonstances atténuantes. Justice bizarre...

« La Gueule Ouverte »
fondateur : Pierre Fournier
directrice de la publication :
Isabelle Cabut
responsable de la rédaction : Arthur
secrétaire de rédaction : Laurent Samuel
maquette : Rose Dentin
assistant à la maquette : Petit-Roulet
administration :
« les éditions PATATRAS »
société de presse au capital de 2 100 F
117, avenue de Choisy, 75 013 Paris.
Tél : 707 41 19.
composition et photogravure : Graphiti
5, rue des Petits-Hôtels, 75 010 Paris.
imprimerie : « Les Marchés de France »
44, rue de l'Ermitage, 75020 Paris.
abonnements : un an : 180 F ;
6 mois : 95 F ; 3 mois : 50 F
par chèque bancaire
chèque postal ou mandat
adressé aux éditions Patatras,
117, avenue de Choisy
75013 Paris

MALVILLE:

des assises pour un second souffle

**quelque chose de véritablement important
peut aujourd'hui se cristalliser autour de
Malville**

Le mouvement contre Superphénix est en train de réaliser qu'il ne peut plus vivre simplement sur la lancée de l'occupation de cet été. C'est pourtant ce qu'il a fait jusqu'à présent, hormis les escarmouches des 17 et 18 septembre.

DEPUIS cet été, l'impact du mouvement s'est considérablement élargi. Les nombreuses prises de position défavorables à Superphénix sont autant de victoires. Des motions des communes autour de Malville à celles des conseils généraux d'Isère et de Savoie ; des inquiétudes des libres penseurs à celles de l'Eglise Réformée ; des scientifiques de Lyon et Grenoble à ceux de Genève ; des militants d'avant juillet à ceux d'aujourd'hui... quelque chose de véritablement important peut aujourd'hui se cristalliser autour de Malville. A conditions que des perspectives se dégagent.

De coordinations véritablement merdiques en coordinations simplement houleuses, le mouvement est en train de refaire (non sans mal) son unité. De nombreuses propositions d'actions sont discutées, avec des fortunes diverses : opération région morte, refus de payer 15 % de la facture EDF, occupation en juillet 77, etc. Mais chacun sent qu'il faut associer aux décisions qui seront prises, et dès le début, un maximum de gens. Et pour cela il faut que tous puissent s'exprimer. Que chacun s'exprime, sur les raisons de son opposition à Superphénix, et sur les méthodes de lutte à employer, tels sont les objectifs des Assises contre Superphénix.

Ces Assises, dont le principe a été retenu lors de la dernière réunion de coordination, personne ne sait exactement ce qu'elles seront. Mais si la date n'est pas encore fixée (un peu après les municipales ?), elles interviendront en tout cas à un moment critique pour le mouvement : l'autorisation sera sûrement donnée depuis peu, et si EDF trouve les fonds, les véritables travaux s'engageront alors.

Une chose est sûre cependant : les Assises auront lieu près de Malville. Et quoique devant exprimer en premier l'opposition de la population d'une

région, elles seront largement ouvertes à l'expression des luttes anti-nucléaires en Europe, pour lesquelles Malville peut et doit devenir un point de convergence.

la justice mesquine

E.D.F. ne cesse de répéter dans la région de Malville que les divers « bris de clôture » de cet été lui ont coûté des millions... Mais curieusement la justice ne semble pas pressée de trouver des responsables. Sans doute craint-elle d'en trouver trop ! Alors c'est plutôt par la bande qu'elle tente de décourager la contestation. Exemple type : deux gars qui avaient prêté des remorques agricoles aux manifestants ont reçu des contraventions pour infraction au code de la route (pneus lisses...) alors que les remorques n'ont pas bougé des terrains privés où elles étaient utilisées...

Dans d'autres cas, ce n'est pas parce qu'on ose pas, mais parce qu'on ne



peut pas, trouver les responsables, qu'on frappe à côté. Ainsi, faute de trouver l'émetteur de Radio-Active, on inculpe Caïm et René pour usage de talkies-walkies sans licence. Faute de trouver les voleurs du plan ORSEC-RAD à Grenoble, on inculpe des militants qui présentaient à la presse régionale des photocopies déjà publiées par la presse nationale.

Enfin bon, « ils » se sont quand même décidés à faire un procès. A Lagnieu dans l'Ain, le 7 août dernier, une cin-



quantaine de manifestants bloquent une cuve de réacteur nucléaire venant de Creusot-Loire et destinée à l'une des centrales de Bugey. C'est plus pour faire de l'information qu'autre chose, et ça marche même bien. Si bien que la gendarmerie préfère attendre que la foule aille déjeuner pour intervenir brutalement. Des manifestants à terre sont frappés, un journaliste de FR3 bousculé et son film confisqué, sa caméra cassée, etc. Vingt-quatre manifestants sont embarqués à la gendarmerie de Lagnieu, et gardés jusque tard dans la nuit. Le soutien populaire est évident. Il se manifeste tant par une présence devant la gendarmerie de nombreuses personnes que par les négociations menées pour la libération des manifestants par une délégation d'élus locaux.

Parmi les vingt-quatre, deux avaient la chance d'être mineurs et ne seront pas inquiétés. Un sera peut-être poursuivi pour outrage à agents. Les vingt-et-un restants ont été jugés par le Tribunal correctionnel de Belley, le 16 décembre dernier, pour « entrave à la circulation ».

Les avocats de la coordination, Maître Giraud de Grenoble et Maître Myriam Picot de Lyon, assuraient la défense de tous ceux qui avaient pu prendre contact avec la coordination. Mais ils n'ont reçu le dossier de l'affaire que deux jours avant. Impossible, dans ces conditions, d'assurer une défense sérieuse, c'est-à-dire bien sûr de faire le procès du nucléaire. Ils présentèrent donc une demande de renvoi, repoussée par le Tribunal. Simplement logiques, la Défense et la plupart des inculpés décident alors de quitter les lieux. Les choses importantes se disent alors au troquet du coin. Ce qui n'empêche pas les juges de juger...

La Justice n'avait pu citer, c'est-à-dire retrouver personnellement, quatre des prévenus : le Tribunal a annulé leurs citations. Comme quoi cela peut être payant de déménager toutes les semai-

nes, ou de déclarer de fausses adresses... Le Tribunal a acquitté l'un des prévenus qui n'avait pas participé à la manifestation, et fait une fleur à deux prévenus qui étaient restés au procès : ils sont condamnés à 700 F d'amende dont 500 avec sursis. Treize autres, partis au début de l'audience, ou arrivés en retard ou pas du tout, ont été condamnés à 800 F dont 500 avec sursis. Enfin, l'attitude incohérente d'un prévenu à l'audience ainsi que sa participation particulièrement active au blocage du convoi, lui ont valu une amende de 1 500 F ferme. De plus ces quatorze-là ont été condamnés à payer solidairement, outre les dépens, 1 000 F au transporteur, qui en voulait 50 000. Ce qui permettait au « Dauphiné Libéré » de titrer, non sans raison : « indulgence pour les écologistes ».

Sauf que les écologistes ne veulent pas d'indulgence. La pitié n'est qu'une des formes du mépris. Ils veulent que la légitimité de leurs actes soit totalement reconnue, ce qui suppose d'abord de pouvoir se défendre. Le délai légal en matière de « citation directe » c'est dix jours : dix jours doivent s'écouler entre le moment où vous recevez votre convocation, et le procès. C'est peut-être suffisant pour des individus seuls, mais sûrement pas pour des actions collectives. Dans ce cas c'est comme du « flagrant délit » pour un individu seul.

Conclusion de toute cette affaire : la plupart des condamnés font appel. Le véritable procès aura lieu devant la Cour d'Appel. La coordination a pris les mesures nécessaires pour le préparer à temps. Une tribune qui s'offre, une occasion de mobilisation, ça se prend. Rendez-vous à Lyon un de ces jours.

Cro-Magnon

Pour en savoir plus : « Superpholix », toujours plus gros, toujours plus beau. C/O David Georges, le Poulet, 01680 Lhais, CCP 218046. Paris, 40 F les vingt numéros. Le n° sortira le 8 janvier.